

iaj

Les informations
administratives et juridiques

Index thématique des articles

actualisé au 1^{er} janvier

2020

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE JANVIER 2020



**CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION
DE LA PETITE COURONNE DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE**

1 rue Lucienne Gérard 93698 Pantin CEDEX
01 56 96 80 80 • info@cig929394.fr

www.cig929394.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Jacques Alain Benisti

CONCEPTION, RÉDACTION, DOCUMENTATION
ET MISE EN PAGES
Direction de la diffusion statutaire,
de la documentation et des affaires juridiques

© DILA - Paris 2020
ISSN 1152-5908 - CPPAP 1120 B 07382
Commission paritaire n°2175 ADEP

Sommaire

1	ACCÈS À LA FONCTION PUBLIQUE	5
1.1	Concours	5
1.2	Ressortissants communautaires ou étrangers	5
1.3	Dispositifs spécifiques d'accès ou d'intégration	6
1.4	Transferts de personnels	7
1.5	Conditions de recrutement	7
2	AGENTS CONTRACTUELS	9
2.1	Recrutement	9
2.2	Conditions d'emploi	10
2.3	Fin de fonctions	11
2.4	Dispositifs d'intégration	12
2.5	Reprise d'une activité privée	12
3	CADRES D'EMPLOIS - MÉTIERS TERRITORIAUX	13
3.1	Filière administrative	13
3.2	Filière technique	14
3.3	Filière police municipale	15
3.4	Sapeurs-pompiers professionnels	15
3.5	Filière culturelle	16
3.6	Filière sportive	17
3.7	Filière animation	17
3.8	Filière médico-sociale	18
3.9	Fonctions particulières	19
4	CARRIÈRE	21
4.1	Avancement et promotion interne	21
4.2	Notation et évaluation	22
4.3	Classement, reprise de services et structure des cadres d'emplois	23
4.4	Mutation	23
4.5	Gestion des emplois	24
4.6	Seuils démographiques	24
4.7	Incidents de carrière	24
5	CESSATION DE FONCTIONS	27
5.1	Retraite	27
5.2	Licenciement	28
5.3	Démission	28
5.4	Abandon de poste	28
5.5	Prise en charge	28
5.6	Perte d'une condition générale	28
5.7	Divers	29
6	COMPTABILITÉ PUBLIQUE	31
7	CONDITIONS ET DURÉE DU TRAVAIL	33
8	DISCIPLINE	35
9	DROITS ET OBLIGATIONS	37
9.1	Droits et garanties	37
9.2	Obligations et responsabilité	39
10	EMPLOIS FONCTIONNELS	41
10.1	Recrutement et carrière	41
10.2	Fin de fonctions	41
11	FORMATION	43
12	GESTION DES EMPLOIS	45
13	INDISPONIBILITÉ PHYSIQUE	47

14	ORGANISATION ET ORGANES DE LA FONCTION PUBLIQUE	49
14.1	Les employeurs de la fonction publique territoriale	49
14.2	Organisation et fonctionnement internes des collectivités	49
14.3	CAP - CCP - Conseils de discipline	49
14.4	Comités techniques - CHSCT	50
14.5	Comités médicaux - Commissions de réforme	51
14.6	Centres de gestion et CNFPT	51
14.7	Conseils supérieurs	52
14.8	Transferts de personnels	52
15	POSITIONS	53
15.1	Activité	53
15.2	Détachement	54
15.3	Disponibilité	55
15.4	Autres positions	56
16	PROTECTION SOCIALE - ACTION SOCIALE	57
16.1	Maladie - Invalidité - Décès - Maternité	57
16.2	Chômage	58
16.3	Retraite	58
16.4	Action sociale	59
17	RÉGIME DES ACTES - CONTRÔLE DE LÉGALITÉ - PROCÉDURE CONTENTIEUSE	61
17.1	Régime des actes	61
17.2	Contrôle de légalité - Procédure contentieuse	61
18	RÉMUNÉRATION - INDEMNISATION - AVANTAGES EN NATURE	65
18.1	Éléments obligatoires de rémunération	65
18.2	Nouvelle bonification indiciaire (NBI)	66
18.3	Primes et indemnités	66
18.4	Avantages en nature - Frais de déplacement	68
18.5	Cotisations	68
18.6	Règles comptables	69
19	PERSONNEL DE DROIT PRIVÉ	71

Accès à la fonction publique

1

1.1 CONCOURS

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Les listes d'aptitude dans la FPT	mars 2018
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
Lauréats de concours : durée d'inscription sur liste d'aptitude et modalités de suivi	nov./déc. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
La notion d'« ancienneté de services publics » valable pour la promotion interne (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2014
Conditions générales de recrutement et d'avancement de grade : le nouveau décret	sept. 2013
Limite d'âge et admission à concourir (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2013
Les autorités chargées de l'organisation des concours (MÉMO STATUT)	mars 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Équivalence de diplômes pour l'accès aux concours : l'appréciation des conditions par le Conseil d'État (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2010
Les différents modes d'accès aux cadres d'emplois territoriaux (POINT BREF)	oct. 2010
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
Le bulletin n° 2 du casier judiciaire (MÉMO STATUT)	sept. 2008
Les nouvelles conditions d'équivalence aux diplômes requis pour se présenter aux concours	août 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
L'ordonnance du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge et au PACTE	août 2005
Les listes d'aptitude dans la FPT	déc. 2003
La troisième voie d'accès par concours aux cadres d'emplois	juin 2002
Les règles d'organisation des concours dans la FPT	juin 2001
Les modifications apportées au décret du 20 novembre 1985 relatif aux conditions générales de recrutement	sept. 2000
Le décret du 26 octobre 1999 portant modification de certaines dispositions relatives à la FPT	oct. 1999
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
Les décrets d'application de la loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	janv. 1997
L'exécution des décisions de justice : l'annulation d'un concours	juin 1996
Recrutement : modification du décret du 20 novembre 1985	oct. 1995
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
1.2 RESSORTISSANTS COMMUNAUTAIRES OU ÉTRANGERS	
Police municipale : les conditions de recrutement	août 2018
Les différents modes d'accès aux cadres d'emplois territoriaux (MÉMO STATUT)	oct. 2010
Recrutement et accueil des ressortissants européens dans les cadres d'emplois territoriaux : les nouvelles dispositions réglementaires	avril 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoine de Forges	août 2004
Élargissement de l'Union européenne : les conditions d'emploi des ressortissants des nouveaux pays membres	avril 2004

Les incidences de la loi du 26 novembre 2003 sur les conditions d'emploi des ressortissants étrangers	déc. 2003
Les dispositions réglementaires relatives à la mise en œuvre de l'accès des ressortissants communautaires à la FPT	août 2003
L'emploi de ressortissants étrangers dans la FPT	nov. 2002
L'emploi des ressortissants de l'Union européenne dans la FPT	juil. 2002
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
Droit communautaire et fonction publique par <i>T. Larzul</i>	déc. 1996
La libre circulation des agents publics en Europe	juil. 1995
L'ouverture des cadres d'emplois territoriaux aux ressortissants de la communauté européenne	mars 1994
1.3 DISPOSITIFS SPÉCIFIQUES D'ACCÈS OU D'INTÉGRATION	
Reconversion des militaires : Le dispositif simplifié d'accès à la fonction publique territoriale	déc. 2019
Obligation d'emploi des travailleurs handicapés : les nouvelles dispositions applicables dans la fonction publique	oct. 2019
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction publique	oct. 2018
La mise en œuvre des nouveaux dispositifs de diversification des recrutements	janv. 2018
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
Fonctionnaires de La Poste : prolongation du dispositif d'intégration	nov./déc. 2016
Jeunes en formation professionnelle dans la FPT : les dérogations aux travaux interdits	oct. 2016
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Dispositif d'accès à l'emploi titulaire et conditions de diplôme (<i>VEILLE JURISPRUDENTIELLE</i>)	août 2015
L'accès des militaires à la FPT	déc. 2014
La circulaire du 12 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif d'accès à l'emploi titulaire	févr. 2013
Recrutements réservés pour l'accès à l'emploi titulaire : le dispositif réglementaire	déc. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
L'accueil des stagiaires étudiants dans la FPT	avril 2011
Les différents modes d'accès aux cadres d'emplois territoriaux (<i>MÉMO STATUT</i>)	oct. 2010
Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation (<i>VEILLE JURISPRUDENTIELLE</i>)	juil./août 2010
Réforme des emplois réservés : le dispositif réglementaire	juil. 2009
Intégration des titulaires d'un emploi spécifique : une circulaire du 18 mai 2009	juin 2009
Le dispositif d'intégration des fonctionnaires titulaires d'emplois spécifiques de catégorie A	avril 2009
Emplois réservés : le nouveau dispositif de la loi du 26 mai 2008	juil. 2008
L'intégration des fonctionnaires de La Poste dans la FPT : le dispositif réglementaire	févr. 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Le détachement et le classement des militaires lauréats d'un concours d'accès à la fonction publique civile	févr. 2006
Les nouvelles règles de recrutement direct des handicapés : les précisions réglementaires	févr. 2006
La seconde carrière des personnels enseignants dans la FPT	sept. 2005
L'ordonnance du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge et au PACTE	août 2005
Les conditions d'accès à la fonction publique civile prévues par le nouveau statut des militaires	avril 2005
Les mesures nouvelles en faveur des handicapés dans la fonction publique	févr. 2005
Le dispositif d'intégration des fonctionnaires de France Télécom dans la FPT	sept. 2004
L'intégration des agents de l'Imprimerie nationale dans la fonction publique	sept. 2004
Les dispositions réglementaires relatives au reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	mai 2004
L'accès des travailleurs handicapés à la FPT	oct. 2001

Le décret du 28 septembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la FPT	oct. 2001
Le décret du 20 juin 2001 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	juin 2001
Les conditions d'emploi des sportifs de haut niveau dans la FPT	avril 2001
Résorption de l'emploi précaire, modernisation du recrutement et temps de travail dans la FPT : la loi du 3 janvier 2001	janv. 2001
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
Les décrets d'application de la loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	janv. 1997
Le recrutement des travailleurs handicapés	janv. 1997
La loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	déc. 1996
1.4 TRANSFERTS DE PERSONNELS	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La loi « NOTRE » du 7 août 2015 et ses incidences sur les personnels	oct. 2015
Transfert de personnel à un EPCI : fonctionnaire en congé de maladie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2014
L'intégration des ouvriers des parcs et ateliers dans les cadres d'emplois de la FPT	juin 2014
Affirmation des métropoles : la loi du 27 janvier 2014	mars 2014
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2013
Le transfert aux départements des personnels des parcs de l'équipement	déc. 2009
Transfert de personnels de l'État dans la FPT : les compléments apportés par le décret du 30 décembre 2008	janv. 2009
Transferts de personnels de l'État : les précisions relatives aux cadres d'emplois d'accueil et à la durée du travail	juin 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Transfert des personnels de l'État : les précisions relatives au droit d'option, à l'intégration et au détachement sans limitation de durée	janv. 2006
Les incidences statutaires de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	sept. 2004
Les dispositions statutaires de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité	mars 2002
1.5 CONDITIONS DE RECRUTEMENT	
Absence de décision expresse à l'issue du stage (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2019
La mise en œuvre de l'obligation de publicité des emplois vacants sur l'espace numérique commun	janv. 2019
Nomination : la nécessité d'une décision expresse (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2018
Police municipale : les conditions de recrutement	août 2018
La vacance d'emploi, déclaration et publicité	mai 2018
Les listes d'aptitude dans la FPT	mars 2018
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
Dispositif d'accès à l'emploi titulaire et conditions de diplôme (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2015
Conditions générales de recrutement et d'avancement de grade : le nouveau décret	sept. 2013
Prise en compte des mentions portées au bulletin n°2 du casier judiciaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2013
Limite d'âge et admission à concourir (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2013
Prise en compte des activités professionnelles antérieures lors du classement en catégorie A (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2013
La durée du stage dans la FPT	mars 2013
Retrait ou suspension d'agrément des agents de police municipale - Absence de droit au reclassement (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2013
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
L'illégalité d'un refus de titularisation prématuré (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2012
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Condamnation pénale à la perte des droits civiques et radiation des cadres (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2011
L'accueil des stagiaires étudiants dans la FPT	avril 2011

Police municipale : les dispositions issues de la LOPPSI 2	avril 2011
Perte des droits civiques : inconstitutionnalité de l'article L. 7 du code électoral <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	juil./août 2010
Exercice d'un mandat électif : inéligibilités et incompatibilités applicables aux agents territoriaux <i>(POINT BREF)</i>	mars 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les dispositions liées à l'âge dans la FPT	juin 2009
Les conséquences de la privation des droits civiques <i>(POINT BREF)</i>	févr. 2009
Le bulletin n° 2 du casier judiciaire <i>(POINT BREF)</i>	sept. 2008
Le détachement et le classement des militaires lauréats d'un concours d'accès à la fonction publique civile	févr. 2006
La position régulière au regard du code du service national	déc. 2005
Le recrutement d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	nov. 2005
L'ordonnance du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge et au PACTE	août 2005
Les listes d'aptitude dans la FPT	déc. 2003
Le recrutement des fonctionnaires dans des emplois à temps non complet	juin 2003
L'agrément des agents territoriaux	mars 2003
Opérations de recrutement et collecte d'informations nominatives : une délibération de la CNIL	juil. 2002
La perte d'une condition générale de recrutement	avril 2002
Les dispositions statutaires de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité	mars 2002
Le décret du 28 septembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la FPT	oct. 2001
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
L'exécution des décisions de justice : l'annulation d'une nomination	févr. 1997
Recrutement : modification du décret du 20 novembre 1985	oct. 1995
L'encadrement juridique des opérations de recrutement	mai 1995
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
Agrément et assermentation des agents territoriaux	févr. 1994

2.1 RECRUTEMENT

CDI sation d'un agent contractuel : prise en considération des fonctions réellement exercées (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Les cas de recrutement des agents contractuels de droit public (MÉMO STATUT)	févr. 2018
La mise en œuvre des nouveaux dispositifs de diversification des recrutements	janv. 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (2) : Les conditions d'emploi et de gestion	mars 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (1) : Le recrutement et la fin de fonctions	févr. 2016
Recrutement direct dans l'emploi fonctionnel : procédure et durée de l'engagement préjudice (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2015
Agent non titulaire : nouveau contrat substantiellement différent et réparation du préjudice (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2015
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
Le contrat à durée indéterminée dans la FPT	oct. 2014
Agents sous CDI : un nouveau droit au reclassement (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2013
Les collaborateurs des élus locaux	juin 2013
Agents non titulaires : période d'essai et renouvellement de contrat (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2013
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Emploi des agents non titulaires : le contenu du projet de loi	oct. 2011
L'accueil des stagiaires étudiants dans la FPT	avril 2011
Emplois de cabinet des autorités locales - Nature des fonctions (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2011
Modernisation des conditions d'emploi des agents non titulaires : un projet de loi attendu au printemps	mars 2011
Les obligations de l'employeur en cas de suspension du contrat d'un agent non titulaire par le juge des référés (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2011
L'intérim dans la FPT : la circulaire du 3 août 2010	oct. 2010
Les accueillants familiaux : une catégorie d'agents publics particulière	sept. 2010
Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil./août 2010
Les cas de recrutement d'agents non titulaires de droit public dans la FPT (MÉMO STATUT)	févr. 2010
Les vacataires dans la FPT	févr. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi par K. Douedar et A. Lebh	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les nouvelles dispositions relatives aux agents non titulaires	janv. 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles règles de recrutement direct des handicapés : les précisions réglementaires	févr. 2006
Le recrutement d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire : un arrêt de la CAA de Paris du 24 janvier 2005	nov. 2005
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
Le projet d'introduction des contrats à durée indéterminée dans le statut de la FPT	déc. 2004
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoyne de Forges	août 2004

Les dispositions réglementaires relatives au reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	mai 2004
La création des emplois d'assistant d'éducation	juin 2003
Le dispositif de reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	juin 2003
Les cas de recrutement d'agents non titulaires par les collectivités territoriales	sept. 2002
Les assistants des élus locaux	sept. 2000
Les dispositions statutaires de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (notion d'agent public)	avril 2000
Le recrutement des agents non titulaires et la déclaration de la vacance d'emploi	nov. 1997
Les assistantes maternelles	nov. 1994
2.2 CONDITIONS D'EMPLOI	
Principe de non-discrimination des agents en CDD : précisions de la CJUE concernant leurs conditions de rémunération (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2019
CDIsation d'un agent contractuel : prise en considération des fonctions réellement exercées (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La rémunération des agents contractuels territoriaux	juin 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (2) : Les conditions d'emploi et de gestion	mars 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (1) : Le recrutement et la fin de fonctions	févr. 2016
Recrutement direct dans l'emploi fonctionnel : procédure et durée de l'engagement préjudice (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2015
Agent non titulaire : nouveau contrat substantiellement différent et réparation du préjudice (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2015
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
Le contrat à durée indéterminée dans la FPT	oct. 2014
Agents sous CDI : un nouveau droit au reclassement (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2013
Les collaborateurs des élus locaux	juin 2013
Agents non titulaires : période d'essai et renouvellement de contrat (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2013
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Emploi des agents non titulaires : le contenu du projet de loi	oct. 2011
L'accueil des stagiaires étudiants dans la FPT	avril 2011
Emplois de cabinet des autorités locales - Nature des fonctions (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2011
Modernisation des conditions d'emploi des agents non titulaires : un projet de loi attendu au printemps	mars 2011
Les obligations de l'employeur en cas de suspension du contrat d'un agent non titulaire par le juge des référés (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2011
L'intérim dans la FPT : la circulaire du 3 août 2010	oct. 2010
Les accueillants familiaux : une catégorie d'agents publics particulière	sept. 2010
Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil./août 2010
Les cas de recrutement d'agents non titulaires de droit public dans la FPT (MÉMO STATUT)	févr. 2010
Les vacataires dans la FPT	févr. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi par K. Douedar et A. Lebh	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les nouvelles dispositions relatives aux agents non titulaires	janv. 2008

La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles règles de recrutement direct des handicapés : les précisions réglementaires	févr. 2006
Le recrutement d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire : un arrêt de la CAA de Paris du 24 janvier 2005	nov. 2005
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
Le projet d'introduction des contrats à durée indéterminée dans le statut de la FPT	déc. 2004
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoyne de Forges	août 2004
Les dispositions réglementaires relatives au reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	mai 2004
La création des emplois d'assistant d'éducation	juin 2003
Le dispositif de reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	juin 2003
Les cas de recrutement d'agents non titulaires par les collectivités territoriales	sept. 2002
Les assistants des élus locaux	sept. 2000
Les dispositions statutaires de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (notion d'agent public)	avril 2000
Le recrutement des agents non titulaires et la déclaration de la vacance d'emploi	nov. 1997
Les assistantes maternelles	nov. 1994
2.3 FIN DE FONCTIONS	
CDI sation d'un agent contractuel : prise en considération des fonctions réellement exercées (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Agent contractuel : possibilité de régularisation unilatérale d'un contrat illégal (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2017
La convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage	nov. 2017
Les commissions consultatives paritaires : compétences et fonctionnement	oct. 2017
Agent contractuel : licenciement pour compétence managériale insuffisante (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (2 ^e partie) : Les conditions d'emploi et de gestion	mars 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (1 ^{re} partie) : Le recrutement et la fin de fonctions	févr. 2016
Agent non titulaire : nouveau contrat substantiellement différent et réparation du préjudice (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Assurance chômage : la convention du 14 mai 2014	oct. 2014
Le contrat à durée indéterminée dans la FPT	oct. 2014
Agents publics illégalement évincés : évaluation de l'indemnité (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2014
Agents sous CDI : un nouveau droit au reclassement (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2013
Non-renouvellement d'un CDD : décompte du délai de préavis (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2013
Non-renouvellement d'un CDD en CDI : conséquence de l'absence d'entretien préalable (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2013
Les collaborateurs des élus locaux	juin 2013
Licenciement d'un agent non titulaire : durée du préavis (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2013
Agents non titulaires : période d'essai et renouvellement de contrat (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2013
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2012
Reprise d'une entité privée par une personne publique : conservation de l'ancienneté acquise par le salarié (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2012
Application des nouveaux âges de la retraite : l'accélération du calendrier	janv. 2012
La protection des agents non titulaires en état de grossesse	déc. 2010
Exercice d'une activité privée et commission de déontologie : le décret d'application de la loi du 3 août 2009	oct. 2010
Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil./août 2010

Les vacataires dans la FPT	févr. 2010
Le décret du 18 décembre 2009 instituant une indemnité de départ volontaire dans la FPT	janv. 2010
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Non-renouvellement du CDD et communication du dossier (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2009
La transaction en cas d'éviction illégale d'un agent public	oct. 2008
Assistante maternelle - Retrait d'agrément (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2008
Les conditions de la démission et ses effets	févr. 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux agents non titulaires	janv. 2008
Licenciement et protection des agents en état de grossesse (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2007
Le non-renouvellement du contrat à durée déterminée des agents territoriaux	mars 2006
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
Le projet d'introduction des contrats à durée indéterminée dans le statut de la FPT	déc. 2004
Les assistants des élus locaux	sept. 2000
Le licenciement des agents non titulaire	mars 2000
Fin de contrat à durée déterminée, refus d'emploi et allocations de chômage	janv. 1999
2.4 DISPOSITIFS D'INTÉGRATION	
La mise en œuvre des nouveaux dispositifs de diversification des recrutements	janv. 2018
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Dispositif d'accès à l'emploi titulaire et conditions de diplôme (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2015
Le contrat à durée indéterminée dans la FPT	oct. 2014
La circulaire du 12 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif d'accès à l'emploi titulaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2013
Recrutements réservés pour l'accès à l'emploi titulaire : le dispositif réglementaire	déc. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Emploi des agents non titulaires : le contenu du projet de loi	oct. 2011
Modernisation des conditions d'emploi des agents non titulaires : un projet de loi attendu au printemps	mars 2011
L'ordonnance du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge et au PACTE	août 2005
Résorption de l'emploi précaire : le dispositif de reconnaissance de l'expérience professionnelle	avril 2002
Le décret du 28 septembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la FPT	oct. 2001
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
Les décrets d'application de la loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	janv. 1997
La loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	déc. 1996
2.5 REPRISE D'UNE ACTIVITÉ PRIVÉE	
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2018
Les cas de recrutement des agents contractuels de droit public (MÉMO STATUT)	févr. 2018
Le contrat à durée indéterminée dans la FPT	oct. 2014
Reprise d'une entité privée par une personne publique : conservation de l'ancienneté acquise par le salarié (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2012
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Rémunération des personnels transférés dans le cadre de la reprise d'une activité privée (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2007
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
La reprise d'une activité privée par une collectivité territoriale et maintien des contrats de travail	mars 2005

Cadres d'emplois - Métiers territoriaux

3

3.1 FILIÈRE ADMINISTRATIVE

Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 ^{er} janvier 2017	août 2017
La mise en œuvre du PPCR en catégorie A au 1 ^{er} janvier 2017 : attachés, conseillers des APS et secrétaires de mairie	févr. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
La réforme du statut particulier des administrateurs territoriaux	sept. 2013
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 ^e échelon	août 2013
Promotion interne et notion de services effectifs (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2013
Les cadres d'emplois bénéficiant d'un régime indemnitaire lié aux fonctions et aux résultats individuels	nov. 2012
Le nouveau statut particulier des rédacteurs territoriaux	août 2012
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
L'application de la PFR aux cadres d'emplois des attachés et des secrétaires de mairie	mars 2011
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
La prime de fonctions et de résultats des administrateurs	nov. 2009
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
Les nouvelles dispositions applicables au cadre d'emplois des attachés territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Avancement de grade des rédacteurs : l'assouplissement du calcul du ratio	sept. 2005
L'arrêté du 4 avril 2005 fixant les ratios d'avancement de grade dans le cadre d'emplois des rédacteurs	avril 2005
Le décret du 6 janvier 2005 relatif à la promotion interne dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux	janv. 2005
Les modifications apportées au cadre d'emplois des attachés et aux emplois administratifs de direction	janv. 2005
Les nouvelles dispositions en matière de promotion interne et d'avancement de grade dans le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux	janv. 2005
La spécialité « urbanisme » dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux	janv. 2004
La revalorisation de la carrière des administrateurs territoriaux	août 2003
La modification de la promotion interne dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux	juil. 2003
L'intégration dans le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux de certains secrétaires médico-sociaux départementaux	janv. 2003
L'intégration des secrétaires de mairie dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux	déc. 2001
La modification du statut particulier des administrateurs territoriaux	juin 2000

La spécialité « animation » dans le cadre d'emplois des attachés	déc. 1998
Le décret du 29 août 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	sept. 1996
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
3.2 FILIÈRE TECHNIQUE	
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 ^{er} janvier 2017	août 2017
Poursuite du PPCR : filières technique, police municipale et sapeurs-pompiers professionnels	avril. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
La réforme du statut des ingénieurs territoriaux	avril 2016
Astreintes et permanences des agents de la filière technique	juin 2015
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 ^e échelon	août 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Équivalence de diplômes pour l'accès aux concours : l'appréciation des conditions par le Conseil d'État (<i>VEILLE JURISPRUDENTIELLE</i>)	déc. 2010
Le nouveau statut particulier des techniciens territoriaux	déc. 2010
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la FPT	févr. 1996
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
Filière technique : la nouvelle base juridique de la prime de service et de rendement	janv. 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
La conduite de véhicule et d'engins de travail par les agents territoriaux (<i>POINT BREF</i>)	oct. 2008
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Le nouveau cadre d'emplois des adjoints techniques des établissements d'enseignement	juin 2007
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Le régime indemnitaire des cadres d'emplois techniques des établissements d'enseignement	mai 2006
Le décret du 26 avril 2006 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	avril 2006
Les nouveaux cadres d'emplois techniques des établissements d'enseignement	déc. 2005
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
La modification du statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux	mars 2004
La modification du statut particulier des contrôleurs territoriaux de travaux	févr. 2004
Les nouvelles dispositions relatives au cadre d'emplois des ingénieurs et aux emplois fonctionnels de directeur général et directeur des services techniques	nov. 2003
La modification du statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux	mars 2003
La création du cadre d'emplois des gardiens territoriaux d'immeuble	mai 1999
Le décret du 29 août 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	sept. 1996

Les coordonnateurs de sécurité sur les chantiers	juin 1996
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
La création du cadre d'emplois des contrôleurs de travaux	sept. 1995
3.3 FILIÈRE POLICE MUNICIPALE	
L'assermentation des agents territoriaux <i>(POINT BREF)</i>	déc. 2018
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Police municipale : les conditions de recrutement	août 2018
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Poursuite du PPCR : filières technique, police municipale et sapeurs-pompiers professionnels	avril 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
Revalorisation de la carrière des agents et directeurs de police municipale	févr. 2015
Inéligibilité des gardes champêtres communs à plusieurs communes <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	févr. 2015
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 ^e échelon	août 2013
Retrait ou suspension d'agrément des agents de police municipale - Absence de droit au reclassement <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	janv. 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Le nouveau statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale	mai 2011
Police municipale : les dispositions issues de la LOPPSI 2	avril 2011
Police municipale : les conditions du transfert de charges de l'État aux communes <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	nov. 2010
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Police municipale : vers une nouvelle qualification judiciaire des directeurs de service	avril 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
La création du cadre d'emplois de directeur de police municipale et modifications apportées aux autres cadres d'emplois de police municipale	déc. 2006
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
La création d'un troisième grade dans le cadre d'emplois des gardes champêtres	févr. 2004
Le code de déontologie de la police municipale	sept. 2003
Les conditions des agents de police municipale et des gardes champêtres recrutés par les EPCI	mars 2003
La loi du 15 avril 1999 relative aux polices municipales	avril 1999
Le régime indemnitaire des cadres d'emplois de la police municipale	juin 1997
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
Filière police municipale : statuts particuliers	sept. 1994
3.4 SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS	
Les modifications statutaires relatives aux sapeurs-pompiers professionnels	janv. 2019
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018

Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Poursuite du PPCR : filières technique, police municipale et sapeurs-pompiers professionnels	avril 2017
La réforme de l'encadrement supérieur des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)	févr. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Sapeurs-pompiers professionnels : la revalorisation du cadre d'emplois des médecins et pharmaciens	nov./déc. 2016
Sapeurs-pompiers professionnels : les nouveaux cadres d'emplois des cadres de santé et des infirmiers	oct. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
L'aménagement des dispositions statutaires relatives aux sapeurs-pompiers professionnels	mars 2016
Revalorisation de la carrière des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels	juil. 2014
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Le nouveau dispositif de formation des sapeurs-pompiers professionnels	nov. 2013
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 ^e échelon	août 2013
Nouveau cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels (rectificatif)	sept. 2012
La réforme des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels (2 ^e partie) : les modifications relatives aux catégories B et A	juil. 2012
La réforme des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels (1 ^{re} partie) : les nouveaux cadres d'emplois de catégorie C	juin 2012
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Retenue sur traitement pour faits de grève et périodes de garde des sapeurs-pompiers (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2009
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Les nouvelles dispositions relatives au détachement des militaires dans les cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels	déc. 2007
La modification des statuts particuliers des sapeurs-pompiers professionnels	juil. 2007
Le cadre d'emplois des infirmiers d'encadrement de sapeurs-pompiers professionnels	mai 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Les sapeurs-pompiers professionnels	oct. 2005
Le projet de fin de carrière des sapeurs-pompiers professionnels	juin 2005
Les modifications relatives au statut des sapeurs-pompiers professionnels	janv. 2004
Le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels	janv. 2002
La création des cadres d'emplois des médecins et pharmaciens de sapeurs-pompiers professionnels et des infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels	nov. 2000
Le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels	août 1998
Le personnel des services d'incendie et de secours	févr. 1998
3.5 FILIÈRE CULTURELLE	
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 ^{er} janvier 2017	août 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
Les heures supplémentaires des personnels d'enseignement artistique	sept. 2015
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 ^e échelon	août 2013

Les cadres d'emplois bénéficiant d'un régime indemnitaire lié aux fonctions et aux résultats individuels	nov. 2012
Le nouveau statut particulier des assistants territoriaux d'enseignement artistique	mai 2012
Le nouveau statut particulier des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	déc. 2011
Professeurs d'enseignement artistique : précisions concernant le régime des obligations de service	juin 2010
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
Filière culturelle : les modifications apportées à certains cadres d'emplois de catégorie A	janv. 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Les décrets du 27 mars 2008 relatifs au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine	avril 2008
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Le décret du 29 août 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
3.6 FILIÈRE SPORTIVE	
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
La mise en œuvre du PPCR en catégorie A au 1 ^{er} janvier 2017 : attachés, conseillers des APS et secrétaires de mairie	févr. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 ^e échelon	août 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Le nouveau statut particulier des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives	juil. 2011
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
Le dispositif exceptionnel d'accès au cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives	sept. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
3.7 FILIÈRE ANIMATION	
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016

Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 ^e échelon	août 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Le nouveau statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux	juin 2011
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Filière animation : les décrets relatifs aux concours et à la formation	mai 1998
Les cadres d'emplois de la filière animation	juin 1997
3.8 FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE	
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
La réforme du statut des ATSEM	avril 2018
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
PPCR : la revalorisation du cadre d'emplois des sages-femmes	nov. 2017
Assistants socio-éducatifs et éducateurs de jeunes enfants : le classement en catégorie A	oct. 2017
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
Le nouveau statut des cadres de santé paramédicaux	mai 2016
Entretien professionnel : le champ d'application (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2016
Filière médico-sociale (suite de la réforme) : le cadre d'emplois des médecins territoriaux et le nouveau statut particulier des puéricultrices territoriales	sept. 2014
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
La réforme des cadres d'emplois sociaux de catégorie B	août 2013
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 ^e échelon	août 2013
Le nouveau statut particulier des conseillers socio-éducatifs	juil. 2013
Le nouveau statut particulier des techniciens paramédicaux territoriaux	mai 2013
Le nouveau cadre d'emplois des infirmiers en soins généraux	janv. 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Les conséquences de la réforme du statut des infirmiers hospitaliers sur leur mobilité au sein de la FPT	févr. 2012
Biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux : la modification du statut particulier	janv. 2012
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010

Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
Décision du Conseil d'État sur la reprise des services dans le cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux	janv. 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
La création d'une nouvelle indemnité en faveur des agents sociaux territoriaux	août 2008
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Le dispositif de reconversion vers la médecine professionnelle et préventive	juillet 2005
La jurisprudence relative au classement de certains emplois d'infirmiers territoriaux en catégorie active pour la retraite	oct. 2003
Les modalités d'accès et d'organisation des concours pour le recrutement des cadres de santé de la filière médico-sociale	sept. 2003
Les nouvelles dispositions statutaires relatives à la filière médico-sociale	août 2003
Le décret du 29 août 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	sept. 1996
3.9 FONCTIONS PARTICULIÈRES	
Les missions du référent déontologue	juil./août 2019
L'assermentation des agents territoriaux (<i>POINT BREF</i>)	déc. 2018
Le référent déontologue dans la fonction publique territoriale : conseiller sans contrôler <i>par Didier Jean-Pierre</i>	juin 2017
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Police municipale : vers une nouvelle qualification judiciaire des directeurs de service	avril 2010
Les régies comptables des collectivités territoriales	juil. 2009
Les sapeurs-pompiers volontaires	août 2000
Le référent déontologue dans la fonction publique territoriale : conseiller sans contrôler <i>par Didier Jean-Pierre</i>	juin 2017
Les agents territoriaux chargés du gardiennage des bâtiments	mars 1997
Les secrétaires de mairie - instituteurs	janv. 1996
Régisseurs d'avances et de recettes	juil. 1994

BIP



> Fonction Publique Territoriale : tout le statut, *et plus encore*

BIP : la Banque d'informations statutaires pour la gestion du personnel territorial

CIG petite couronne 

➤ Plus de 700 fiches pratiques sur le statut

Des fiches mises à jour en permanence avec un accès direct aux textes de référence.

Les thèmes traités : le recrutement, la carrière (avancements, promotion interne, positions...), la mobilité, l'inaptitude physique, la déontologie, la rémunération, les agents contractuels...

Les fiches valeurs, indices et taux : des données chiffrées pour la gestion de la paie

- Rémunération,
- Prestations d'action sociale,
- Cotisations et contributions,
- Allocations pour perte d'emploi.

➤ « Au fil de la doc », un journal d'actualité documentaire

Chaque document mentionné est assorti d'un résumé.

- Revue de presse,
- Revue de livres,
- Signalement des documents parlementaires,
- Comptes rendus des séances du Conseil Supérieur de la FPT.

ACTUALITÉS

Un focus sur les éléments marquants de l'actualité statutaire (textes législatifs et réglementaires, jurisprudence...).

➤ Les textes et la jurisprudence : plus de 10 000 documents

Des textes annotés pour trouver la bonne référence juridique en quelques clics.

- Textes normatifs mis à jour (codes, lois, décrets, arrêtés...),
- Textes interprétatifs (circulaires, réponses ministérielles aux parlementaires...),
- Jurisprudence significative.



Une version numérique attractive et accessible ainsi qu'un moteur de recherche intuitif !

4.1 AVANCEMENT ET PROMOTION INTERNE

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Disponibilité et conservation des droits à l'avancement : les pièces justificatives	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Le décret du 27 mars 2019 : les évolutions du régime de la disponibilité	avril 2019
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction publique	oct. 2018
Les listes d'aptitude dans la FPT	mars. 2018
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 ^{er} janvier 2017	août 2017
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
Avancement de grade au choix : prise en compte de la nature des fonctions (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2015
La notion d'« ancienneté de services publics » valable pour la promotion interne (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2014
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Consultation des CAP sur les projets de listes d'aptitude au titre de la promotion interne (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2014
Les autorités chargées de l'organisation des examens professionnels (MÉMO STATUT)	oct. 2013
Conditions générales de recrutement et d'avancement de grade : le nouveau décret	sept. 2013
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 ^e échelon	août 2013
Promotion interne et notion de services effectifs fonctionnaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2013
Retrait d'un avancement d'échelon accordé par erreur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2013
Décharge de service pour mandat syndical et avancement de grade (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2012
Le nouveau régime du congé parental	oct. 2012
Promotion interne : le Conseil d'État précise les conditions d'application des quotas (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2012
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Service national effectué par les objecteurs de conscience : une décision du Conseil constitutionnel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2011
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Notion de services effectifs et services d'agent non titulaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2011
Les différents modes d'accès aux cadres d'emplois territoriaux (MÉMO STATUT)	oct. 2010
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009

La promotion interne dans la FPT	nov. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les dispositions liées à l'âge dans la FPT	juin 2009
L'avancement de grade dans la FPT	déc. 2008
Avancement d'échelon, notation et CAP (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
La généralisation des ratios d'avancement de grade dans la FPE	sept. 2005
Les mesures nouvelles en faveur des handicapés dans la fonction publique	févr. 2005
L'avancement d'échelon du fonctionnaire territorial	janv. 2005
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoyne de Forges	août 2004
La carrière et la cessation de fonctions des fonctionnaires territoriaux à temps non complet	juin 2004
Les listes d'aptitude dans la FPT	déc. 2003
Avancement de grade et détachement sur un emploi fonctionnel : une décision du conseil d'État du 17 janvier 2001	févr. 2001
Les dispositions législatives relatives aux fonctionnaires employés par les OPAC	janv. 2001
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
La promotion interne	nov. 1999
Le décret du 26 octobre 1999 portant modification de certaines dispositions relatives à la FPT	oct. 1999
L'avancement de grade dans la FPT	sept. 1999
La décision Cottrel : les conséquences sur les nominations antérieures (Conseil d'État, 3 avril 1998)	sept. 1998
Emplois fonctionnels et avancement de grade : l'annulation des possibilités de promotion sur place par le Conseil d'État (arrêt Cottrel, 3 avril 1998)	mai 1998
Droit communautaire et fonction publique <i>par T. Larzul</i>	déc. 1996
Quotas de promotion interne : des précisions jurisprudentielles	avril 1996
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
Présentation du décret du 28 décembre 1994 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	déc. 1994
4.2 NOTATION ET ÉVALUATION	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Entretien professionnel : le champ d'application (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2016
Refus de titularisation et information du stagiaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2015
Pérennisation de l'entretien professionnel : le décret du 16 décembre 2014	janv. 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
La durée du stage dans la FPT	mars 2013
L'illégalité d'un refus de titularisation prématuré (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2012
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Expérimentation des entretiens professionnels : le dispositif réglementaire	juin 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Avancement d'échelon, notation et CAP (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2008
Notation et absence de longue durée (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2007

La fin de stage et l'aptitude professionnelle	avril 2006
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
La notation des fonctionnaires territoriaux	mai 1996
4.3 CLASSEMENT, REPRISE DE SERVICES ET STRUCTURE DES CADRES D'EMPLOIS	
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
PPCR : la revalorisation du cadre d'emplois des sages-femmes	nov. 2017
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 ^{er} janvier 2017	août 2017
Poursuite du PPCR : filières technique, police municipale et sapeurs-pompiers professionnels	avril. 2017
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
La mise en œuvre du PPCR en catégorie A au 1 ^{er} janvier 2017 : attachés, conseillers des APS et secrétaires de mairie	févr. 2017
La réforme de l'encadrement supérieur des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)	févr. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	nov./déc. 2016
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 ^{er} janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Prise en compte des activités professionnelles antérieures lors du classement en catégorie A <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	mars 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Service national effectué par les objecteurs de conscience : une décision du Conseil constitutionnel <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	nov. 2011
Recrutement et accueil des ressortissants européens dans les cadres d'emplois territoriaux : les nouvelles dispositions réglementaires	avril 2010
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoyne de Forges	août 2004
Les dispositions réglementaires relatives à la mise en œuvre de l'accès des ressortissants communautaires à la FPT	août 2003
Les nouvelles dispositions relatives à la carrière prévues par les décrets du 3 mai 2002	juin 2002
Reclassement dans les cadres d'emplois de catégorie « B-type » : exemples	mars 1998
Droit communautaire et fonction publique <i>par T. Larzul</i>	déc. 1996
Protocole d'accord : les cadres d'emplois « B – type »	janv. 1995
Protocole d'accord : mesures prenant effet au 1 ^{er} août 1995	avril 1995
4.4 MUTATION	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Nomination : la nécessité d'une décision expresse <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	sept. 2018
Mutation d'office : modalités de communication du dossier <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	févr. 2018
La mutation interne	sept. 2017
La mutation externe	oct. 2015
L'indemnité de mobilité dans la FPT : les décrets du 30 juillet 2015	août 2015
Mesures d'ordre intérieur et discrimination <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	juin 2015
Exclusion temporaire de fonctions et mutation <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	avril 2013

Mutation des fonctionnaires récemment titularisés : les précisions du Conseil d'État relatives à l'indemnité représentative de formation (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2012
La notion de sanction déguisée	sept. 2011
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les mesures nouvelles en faveur des handicapés dans la fonction publique	février 2005
La mutation interne des fonctionnaires territoriaux	avril 2004
La mutation externe des fonctionnaires territoriaux	oct. 2003
Les procédures de mutation externe et interne	oct. 1994
4.5 GESTION DES EMPLOIS	
Publicité de la vacance de poste (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2019
La vacance d'emploi, déclaration et publicité	mai 2018
La mutation interne	sept. 2017
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Emplois fonctionnels de direction : les décrets du 13 juillet 2015	août 2015
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2013
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité par Didier Jean-Pierre	oct. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi par K. Douedar et A. Lebh	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La vacance d'emploi et sa déclaration dans la FPT	févr. 2005
Les conséquences du refus de poste par le fonctionnaire territorial	nov. 2004
Les conditions de la suppression d'emplois	févr. 2003
La gestion des emplois territoriaux	avril 1997
4.6 SEUILS DÉMOGRAPHIQUES	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Emplois fonctionnels de direction : les décrets du 13 juillet 2015	août 2015
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Le surclassement démographique des communes et des EPCI comportant des zones urbaines sensibles	juil. 2004
Un nouveau cas de surclassement démographique	sept. 2003
Les établissements publics locaux et la création de certains grades : le décret du 22 septembre 2000	oct. 2000
L'annulation du décret du 17 décembre 1997 relatif au surclassement démographique	déc. 1998
La décision Cottrel : les conséquences sur les nominations antérieures (Conseil d'État, 3 avril 1998)	sept. 1998
Emplois fonctionnels et avancement de grade : l'annulation des possibilités de promotion sur place par le Conseil d'État (arrêt Cottrel, 3 avril 1998)	mai 1998
Surclassement démographique : le décret du 10 décembre 1997	déc. 1997
4.7 INCIDENTS DE CARRIÈRE	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015

Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2014
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2013
Retrait ou suspension d'agrément des agents de police municipale - Absence de droit au reclassement (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2013
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La promotion interne dans la FPT	nov. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les cas de prise en charge (MÉMO STATUT)	sept. 2008
Les conséquences du refus de poste par le fonctionnaire territorial	nov. 2004
Les conditions de la suppression d'emploi	févr. 2003
Les incidences statutaires des poursuites pénales	janv. 1998
La prise en charge du fonctionnaire territorial	févr. 1997
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995

Hors-série annuel de la revue « Les informations administratives et juridiques »



- ✓ Ouvrage adressé aux abonnés à la revue « *Les informations administratives et juridiques* »
- ✓ En vente également à l'unité au tarif de 29 euros

Format 17 x 24 cm

Diffusion :

Direction de l'information légale et administrative
La Documentation française

L'essentiel de la jurisprudence applicable aux agents territoriaux

Décisions du Conseil d'État

Une sélection annuelle de décisions ou avis rendus par le Conseil d'État applicables aux personnels territoriaux

Réalisé par le Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France, ce nouveau hors-série annuel de la revue « **Les informations administratives et juridiques** » est destiné aux directions des ressources humaines des collectivités et établissements territoriaux et plus largement, à l'ensemble des praticiens du droit de la fonction publique (services juridiques des collectivités, syndicats, avocats, etc.).

Chaque décision sélectionnée est reproduite dans son intégralité et précédée d'un résumé qui met immédiatement en valeur l'interprétation retenue par le juge.

Pour aller plus loin, certaines décisions ou avis sont également suivis d'une analyse commentée réalisée par les juristes du CIG de la petite couronne .

Un index thématique permet d'accéder aisément au contenu d'un arrêt déterminé.

CIG petite couronne



La
documentation
Française

5.1 RETRAITE

Conformité au droit européen des avantages de pension liés aux enfants <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	mai 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
La loi du 20 janvier 2014 portant réforme des retraites	févr. 2014
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	oct. 2012
Fonctionnaires ayant la qualité de travailleur handicapé : départ à la retraite anticipée et majoration de pension	oct. 2012
Départ en retraite anticipée : le décret du 2 juillet 2012 modifiant le régime des carrières longues	août 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Pension de réversion et pension d'invalidité : les modifications issues de la loi de finances pour 2012	mars 2012
Application des nouveaux âges de la retraite : l'accélération du calendrier	janv. 2012
Recul de la limite d'âge pour motif d'ordre familial et prolongation d'activité <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	janv. 2012
Réforme des retraites : les mesures d'application relatives aux conditions d'âge et à certaines durées de services	août 2011
Les incidences de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites	janv. 2011
Retraite : le traitement servant au calcul des pensions <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	sept. 2010
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Retraite des agents territoriaux : les grands principes actuellement applicables	mai 2010
Prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge : le décret d'application	janv. 2010
Les droits liés aux enfants en matière de retraite <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	sept. 2009
Les dispositions liées à l'âge dans la FPT	juin 2009
L'admission à la retraite pour invalidité <i>(POINT BREF)</i>	mai 2009
Frais de transport et retraite : les incidences de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009	janv. 2009
La limite d'âge applicable à la catégorie active <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	oct. 2008
Le cumul d'une pension et d'une rémunération d'activité	sept. 2006
Le droit à l'information des assurés en matière de retraite	juil. 2006
L'application des nouvelles règles de départ à la retraite sans condition d'âge : l'avis du Conseil d'État du 27 mai 2005	août 2005
Départ à la retraite sans condition d'âge : les précisions relatives à la condition d'interruption d'activité pour enfant	mai 2005
L'extension aux pères des possibilités de départ à la retraite sans condition d'âge	janv. 2005
L'abaissement de l'âge de la retraite pour les « carrières longues »	déc. 2004
L'arrêté du 26 nov. 2004 portant application du décret du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique	déc. 2004
L'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant de l'agent relevant du régime général	sept. 2004
La mise en place du régime de retraite additionnelle de la fonction publique	juin 2004
Les mesures d'application de la réforme des retraites aux fonctionnaires territoriaux	janv. 2004
La jurisprudence relative au classement de certains emplois d'infirmiers territoriaux en catégorie active pour la retraite pour la retraite (Conseil d'État, 21 mai 2003, Caisse des dépôts et consignations)	oct. 2003
La réforme de la retraite des fonctionnaires	sept. 2003
les conditions d'admission à la retraite des fonctionnaires territoriaux	oct. 2000
Le décret du 25 octobre 1999 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la CNRACL	oct. 1999
Retraite et emplois fonctionnels	avril 1998

5.2 LICENCIEMENT	
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2018
Agent contractuel : licenciement pour compétence managériale insuffisante	sept. 2016
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Fin de fonctions dans l'emploi fonctionnel et allocations d'assurance chômage (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2013
Le licenciement pour insuffisance professionnelle	sept. 2012
L'illégalité d'un refus de titularisation prématuré (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2012
La protection des agents non titulaires en état de grossesse	déc. 2010
La transaction en cas d'éviction illégale d'un agent public	oct. 2008
Licenciement et protection des agents en état de grossesse (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2007
Le licenciement pour inaptitude physique dans la FP	juil. 2005
Le licenciement pour insuffisance professionnelle du fonctionnaire	juil. 1999
5.3 DÉMISSION	
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction	oct. 2018
Démission : effet de l'absence de décision de l'administration dans le délai prescrit (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2011
Le décret du 18 décembre 2009 instituant une indemnité de départ volontaire dans la FPT	janv. 2010
Les conditions de la démission et ses effets	févr. 2008
La démission du fonctionnaire	avril 1995
5.4 ABANDON DE POSTE	
La radiation des cadres pour abandon de poste	juil./août 2019
Radiation des cadres pour abandon de poste d'un fonctionnaire en congé de maladie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2019
L'abandon de poste	avril 2009
Radiation des cadres pour abandon de poste et envoi d'un certificat médical (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2007
La mise en demeure préalable à la radiation des cadres pour abandon de poste (POINT BREF)	juil. 2007
L'abandon de poste	avril 1994
5.5 PRISE EN CHARGE	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La mise en œuvre de l'obligation de publicité des emplois vacants sur l'espace numérique commun	déc. 2018
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique: analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les cas de prise en charge (MÉMO STATUT)	sept. 2008
Prise en charge et régime indemnitaire : une décision du Conseil d'État du 8 septembre 1999, M. Clavez	sept. 1999
La procédure de prise en charge : deux jugements du tribunal administratif de Dijon	mars 1999
La prise en charge du fonctionnaire territorial	févr. 1997
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
5.6 PERTE D'UNE CONDITION GÉNÉRALE	
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
Prise en compte des mentions portées au bulletin n°2 du casier judiciaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2013
Condamnation pénale à la perte des droits civiques et radiation des cadres (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2011
Perte des droits civiques : inconstitutionnalité de l'article L. 7 du code électoral (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil./août 2010

Les conséquences de la privation des droits civiques <i>(POINT BREF)</i>	févr. 2009
La perte d'une condition générale de recrutement	avril 2002
Les incidences statutaires des poursuites pénales	janv. 1998
La loi du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie publique	févr. 1995
Réforme du code pénal et droits civiques	févr. 1994
5.7 DIVERS	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
La convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage	nov. 2017
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Fin anticipée de détachement : compétence de l'autorité de nomination <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	janv. 2017
Le capital décès	nov. 2015
Refus de titularisation et information du stagiaire <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	nov. 2015
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	déc. 2014
Assurance chômage : la convention du 14 mai 2014	oct. 2014
Agents publics illégalement évincés : évaluation de l'indemnité <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	janv. 2014
Retrait ou suspension d'agrément des agents de police municipale - Absence de droit au reclassement <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	janv. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Les modifications relatives au congé spécial	janv. 2012
Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	juil./août 2010
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la FP	juil./août 2010
L'entrée en vigueur de la convention du 19 février 2009 relative à l'indemnisation du chômage	avril 2009
Assistante maternelle - Retrait d'agrément <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	mars 2008
Les conséquences de l'annulation contentieuse de l'éviction d'un agent public	nov. 2007
Le capital décès <i>(SOURCES JURIDIQUES)</i>	oct. 2007
La cessation progressive d'activité	sept. 2007
Les nouvelles dispositions réglementaires relatives à l'exercice d'activités privées par les agents publics ayant cessé leurs fonctions	mai 2007
La décharge de fonctions des titulaires d'emplois fonctionnels	oct. 2006
Fin de stage et aptitude professionnelle	avril 2006
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	juil. 2004
La carrière et la cessation de fonctions des fonctionnaires territoriaux à temps non complet	juin 2004
La mutation externe des fonctionnaires territoriaux	oct. 2003
L'extinction du CFA	janv. 2003
Le décret du 26 octobre 1999 portant modification de certaines dispositions relatives à la FPT	oct. 1999
Le congé spécial	juil. 1996
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995

■ BIP LE STATUT EN TOUTE SÉRÉNITÉ



www.cig929394.fr/publications/bip

La banque d'informations statutaires
pour la gestion du personnel territorial

CIG petite couronne



La saisie des rémunérations des agents publics	oct. 2018
Associations transparentes et gestion du personnel : les risques juridiques	oct. 2012
Les nouvelles conditions de reversement des sommes indûment perçues	févr. 2012
La prescription extinctive en matière de rémunération des agents publics <i>(POINT BREF)</i>	nov. 2011
Le contrôle du juge des comptes sur la gestion des personnels	sept. 2010
Les conditions de retrait d'un avantage financier illégal <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	févr. 2010
La saisie des rémunérations des agents territoriaux	sept. 2009
Retenue sur traitement pour faits de grève et périodes de garde des sapeurs-pompiers <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	août 2009
Les régies comptables des collectivités territoriales	juil. 2009
L'absence de service fait dans la FPT	mai 2009
Retenue sur rémunération pour fait de grève et congés annuels <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	sept. 2008
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	juil. 2004
Les nouvelles conditions de retrait des décisions créatrices de droit	juil. 2003
Le décret du 2 avril 2003 modifiant la nomenclature des pièces justificatives de paiement	mai 2003
Les conditions de reversement des sommes indûment perçues par les agents publics	janv. 2000
Gestion du personnel et prescription quadriennale	mars 1999
Le nouveau cadre juridique applicable aux régies comptables des collectivités locales	sept. 1998
La saisie des rémunérations	nov. 1995
Jurisprudence financière : prime de responsabilité	mars 1995
Les régisseurs d'avances et de recettes	juil. 1994

Conditions et durée du travail

7

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
L'accès au télétravail des agents en état de grossesse ou en situation de handicap	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Congés annuels non pris : les modalités de report et d'indemnisation	févr. 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	janv. 2019
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2018
Aménagement et réduction du temps de travail : les jours « ARTT »	juin 2018
Temps partiel thérapeutique : la circulaire du 15 mai 2018	juin 2018
Les conditions d'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	mai 2018
Mutation d'office : modalités de communication du dossier (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2018
La mise à disposition dans la FPT	déc. 2017
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Usage de produits stupéfiants : conditions et limites du contrôle de l'employeur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril. 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : les droits des représentants du personnel au CHSCT	janv. 2017
Jeunes en formation professionnelle dans la FPT : les dérogations aux travaux interdits	oct. 2016
La mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique	mars 2016
Logement de fonction : détermination du montant de la redevance (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2015
Les heures supplémentaires des personnels d'enseignement artistique	sept. 2015
La gestion des pratiques addictives	juil. 2015
Astreintes et permanences des agents de la filière technique	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Durée du travail effectif : le temps d'habillage et de déshabillage (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
La journée de solidarité : rappel des conditions de mise en œuvre	mai 2014
Logements de fonction : l'application de la réforme de 2012 (RÉPONSE MINISTÉRIELLE)	avril 2014
Accident de trajet et horaires de travail (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2014
Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (inclus : tableau des montants)	déc. 2013
Le droit au suivi médical post-professionnel des agents territoriaux exposés à l'amiante	juin 2013
Le droit de retrait dans la FPT	avril 2013
L'articulation entre le temps partiel et le temps partiel thérapeutique (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Tabagisme passif : responsabilité de l'employeur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2012
Congés maladie et RTT : la circulaire du 18 janvier 2012	mars 2012
Le décret du 3 février 2012 modifiant le décret du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène, à la sécurité et la médecine du travail	mars 2012
La durée du travail des agents territoriaux (POINT BREF)	oct. 2011
Le travail à temps partiel	mai 2011
Précisions sur la notion de temps de travail effectif (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2011
Congés maladie et RTT : les précisions de la loi de finances pour 2011	févr. 2011
Compensation financière des jours inscrits sur les comptes épargne-temps : la position du Conseil d'État (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2010

La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Droit de retrait d'une situation dangereuse : conditions d'application (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2010
Professeurs d'enseignement artistique : précisions concernant le régime des obligations de service	juin 2010
Compte épargne-temps : le décret du 20 mai 2010	mai 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Compte épargne-temps : des précisions ministérielles	févr. 2009
FPE : la modification du régime du compte épargne-temps et la création de la prime de fonctions et de résultats	janv. 2009
Le temps partiel thérapeutique (POINT BREF)	juil. 2008
L'obligation de vaccination dans les services des collectivités territoriales (SOURCES JURIDIQUES)	avril 2008
La modification du décret du 29 juillet 2004 relatif au temps partiel	févr. 2008
Transferts de personnels de l'État : les précisions relatives aux cadres d'emplois d'accueil et à la durée du travail	juin 2007
La rémunération et la compensation des astreintes et des permanences dans la FPT	juin 2005
Le décret du 26 novembre 2004 modifiant la durée annuelle du temps de travail dans la fonction publique	déc. 2004
Le compte épargne-temps dans la FPT	oct. 2004
La loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées	juil. 2004
Les services de médecine professionnelle et préventive dans la FPT	févr. 2004
Le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels	janv. 2002
L'aménagement et la réduction du temps de travail dans la FPT : le décret du 12 juillet 2001	juil. 2001
Le droit de retrait : un arrêté du 15 mars 2001	mars 2001
Résorption de l'emploi précaire, modernisation du recrutement et temps de travail dans la FPT : la loi du 3 janvier 2001	janv. 2001
Le décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la FPE	déc. 2000
Hygiène et sécurité : le décret du 16 juin 2000	juil. 2000
La durée du travail dans la FPT	avril 1999
L'obligation de vaccination dans les services des collectivités locales	déc. 1998
Le service à temps partiel	mai 1997
Hygiène et sécurité : transpositions des directives communautaires	janv. 1994

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Procédure disciplinaire (2 ^e partie) : le déroulement de la procédure	nov. 2018
Procédure disciplinaire (1 ^{re} partie) : le déclenchement des poursuites	sept. 2018
Le droit d'accès de l'employeur aux fichiers stockés sur un ordinateur professionnel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2018
L'entrée en vigueur de la prescription de l'action disciplinaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2018
Mutation d'office : modalités de communication du dossier (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2018
Discipline : enquête administrative et droits de la défense (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2017
Usage de produits stupéfiants : conditions et limites du contrôle de l'employeur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril. 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Information de l'administration sur les poursuites pénales : les nouvelles obligations du ministère public	juil. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (1 ^{re} partie)	juin 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La gestion des pratiques addictives	juil. 2015
Le contrôle du juge de cassation sur la sanction disciplinaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Discipline : preuve par tout moyen et obligation de loyauté (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2014
Les recours en matière disciplinaire	août 2014
Imprescriptibilité de l'action disciplinaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2014
Précisions sur la notion de harcèlement sexuel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2014
Renforcement du contrôle du juge sur les sanctions disciplinaires (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2013
Procédure disciplinaire et exercice du droit à communication du dossier (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2013
Exclusion temporaire de fonctions et mutation (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2013
Secrétariat du conseil de discipline et responsabilité des centres de gestion (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Effets des congés de maladie sur le régime de la suspension (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2011
La notion de sanction déguisée	sept. 2011
La suspension des agents territoriaux	nov. 2010
Responsabilité de l'administration - Action récursoire contre un agent fautif (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2009
Le régime disciplinaire applicable aux agents non titulaires	mars 2009
Le bulletin n°2 du casier judiciaire (POINT BREF)	sept. 2008
La procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux	août 2002
Les incidences statutaires des poursuites pénales	janv. 1998
Le fonctionnement du conseil de discipline	nov. 1996
La suspension	oct. 1996

9.1 DROITS ET GARANTIES	
Principe de non-discrimination des agents en CDD : précisions de la CJUE concernant leurs conditions de rémunération	nov. 2019
Agents publics : les garanties liées à l'exercice d'un mandat électif (POINT BREF)	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Les missions du référent déontologue	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Conditions d'abrogation de la protection fonctionnelle (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2018
L'intérêt à agir des organisations syndicales en contentieux de la fonction publique	déc. 2018
Procédure disciplinaire (2 ^e partie) : le déroulement de la procédure	nov. 2018
Procédure disciplinaire (1 ^{re} partie) : le déclenchement des poursuites	sept. 2018
Le RGPD et la protection des données personnelles des agents	juil. 2018
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2018
Le droit d'accès de l'employeur aux fichiers stockés sur un ordinateur professionnel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2018
La communication des documents administratifs relatifs aux personnels	avril 2018
Alerte éthique : les modalités de signalement et de recueil	févr. 2018
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Mutation d'office : modalités de communication du dossier (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2018
Élections professionnelles : l'appréciation des effectifs au 1 ^{er} janvier 2018	nov. 2017
Discipline : enquête administrative et droits de la défense (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2017
Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant	août 2017
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Le référent déontologue dans la fonction publique territoriale : conseiller sans contrôler <i>par Didier Jean-Pierre</i>	juin 2017
Compte personnel d'activité, formation, santé et sécurité au travail : ordonnance du 19 janvier 2017 et décret du 6 mai 2017	mai 2017
Usage de produits stupéfiants : conditions et limites du contrôle de l'employeur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : la prise en charge des frais au titre de la protection fonctionnelle	avril 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : les droits des représentants du personnel au CHSCT	janv. 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Information de l'administration sur les poursuites pénales : les nouvelles obligations du ministère public	juil. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (1 ^{re} partie)	juin 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Mesures d'ordre intérieur et discrimination (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2015
Protection fonctionnelle et faute personnelle (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2015
« Le silence vaut acceptation » : un principe inapplicable aux relations entre l'administration et ses agents	avril 2015
L'exercice du droit syndical dans la FPT	mars 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Les incidences de la loi pour l'égalité réelle entre les sexes	sept. 2014
Élections professionnelles et vote électronique	août 2014
Les recours en matière disciplinaire	août 2014
Contrat de travail et bulletins de salaire : conditions de communication (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2014

Les élections professionnelles du 4 décembre 2014 (2 ^e partie) : Commissions administratives paritaires	juil. 2014
Les élections professionnelles du 4 décembre 2014 (1 ^{re} partie) : Comités techniques et CHSCT	juin 2014
Précisions sur la notion de harcèlement sexuel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2014
Réunions syndicales et organisation du service (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2014
Procédure disciplinaire et exercice du droit à communication du dossier (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2013
Le droit au suivi médical post-professionnel des agents territoriaux exposés à l'amiante	juin 2013
Le droit individuel à la formation (DIF)	avril 2013
Le droit de retrait dans la FPT	avril 2013
Gestion du dossier individuel sur support électronique : parution de la nomenclature cadre	févr. 2013
Décharge de service pour mandat syndical et avancement de grade (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2012
La loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel	sept. 2012
Régime des primes en cas de décharge de service pour mandat syndical	sept. 2012
L'application du principe d'égalité à l'octroi d'une mesure de faveur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2012
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Harcèlement moral : charge de la preuve, comportement de l'agent et responsabilité de l'administration (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2011
Refus de communication du dossier individuel et actions devant le juge administratif (précisions)	oct. 2011
Refus de protection fonctionnelle pour un motif d'intérêt général (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2011
La négociation collective dans la fonction publique : les précisions de la circulaire du 22 juin 2011	sept. 2011
Les incidences de la loi de simplification et d'amélioration du droit	août 2011
Le décret du 8 juin 2011 relatif aux personnels des offices publics de l'habitat	août 2011
Le dossier individuel des agents publics et sa gestion sur support électronique	août 2011
Le fonctionnaire titulaire d'un mandat électif local (POINT BREF)	avril 2011
La protection des agents non titulaires en état de grossesse	déc. 2010
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la FP	juil./août 2010
Droit de retrait d'une situation dangereuse : conditions d'application (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2010
La protection juridique des agents publics : un principe général du droit de la fonction publique	juin 2010
Régime indemnitaire : conditions de communication des arrêtés individuels (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2010
Effet direct des directives communautaires et régime de la preuve en matière de décision discriminatoire	déc. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
Retenue sur traitement pour faits de grève et périodes de garde des sapeurs-pompiers (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2009
Retenue sur rémunération pour fait de grève et congé annuel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2008
Le pouvoir hiérarchique en matière de congés annuels	avril 2008
HALDE et fonction publique	août 2007
Le harcèlement moral	juil. 2007
Les nouvelles règles relatives à la communication des documents	juil. 2005
La communication des documents administratifs relatifs au personnel	avril 2005
Les nouvelles dispositions relatives aux instances paritaires de la FPT	déc. 2003
Le droit de grève dans la FPT	juil. 2003
Le PACS et les droits et avantages reconnus aux conjoints : une décision du Conseil d'État du 28 juin 2002	oct. 2002
Les dispositions statutaires de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité	mars 2002
Les absences pour raisons syndicales dans la FPT	janv. 2002
Les dispositions statutaires de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002	janv. 2002

Les incidences statutaires de la loi du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations	nov. 2001
Les élections aux instances paritaires locales de la FPT	août 2001
Les conditions d'exercice des mandats locaux par les agents publics	mai 2001
Les incidences statutaires de la loi du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes	mai 2001
Le dossier individuel des agents publics	mars 2001
Le droit de retrait : un arrêté du 15 mars 2001	mars 2001
La loi du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité	nov. 1999
Les dispositions statutaires de la loi du 12 juillet 1999 relative à la coopération intercommunale	juil. 1999
Le respect de la vie privée des agents publics	mai 1999
La protection juridique des agents par l'administration	oct. 1998
9.2 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Les missions du référent déontologue	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Procédure disciplinaire (1 ^{re} partie) : Le déclenchement des poursuites	sept. 2018
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2018
Le droit d'accès de l'employeur aux fichiers stockés sur un ordinateur professionnel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2018
Les conditions d'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	mai 2018
Alerte éthique : les modalités de signalement et de recueil	févr. 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale dans la FPT : les précisions du ministère de l'intérieur	sept. 2017
Le référent déontologue dans la fonction publique territoriale : conseiller sans contrôler <i>par Didier Jean-Pierre</i>	juin 2017
Usage de produits stupéfiants : conditions et limites du contrôle de l'employeur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : les nouvelles obligations déclaratives, le départ vers le secteur privé et le cumul d'activités	mars 2017
L'obligation de réserve dans la fonction publique	sept. 2016
Information de l'administration sur les poursuites pénales : les nouvelles obligations du ministère public	juil. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (1 ^{re} partie)	juin 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Inéligibilité des gardes champêtres communs à plusieurs communes (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Contrat de travail et bulletins de salaire : conditions de communication (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2014
Déontologie et prévention des conflits d'intérêts : le projet de loi	nov. 2011
Les aménagements relatifs au cumul d'activités des agents publics	févr. 2011
Exercice d'une activité privée et commission de déontologie : le décret d'application de la loi du 3 août 2009	oct. 2010
Les délits non intentionnels et la responsabilité pénale du fonctionnaire territorial	mars 2010
Exercice d'un mandat électif : inéligibilités et incompatibilités applicables aux agents territoriaux (POINT BREF)	mars 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Responsabilité de l'administration - Action récursoire contre un agent fautif (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2009
Cumul d'activités : la circulaire du 11 mars 2008	juin 2008
Le nouveau régime de cumul d'activités des agents publics	juin 2007
Les nouvelles dispositions réglementaires relatives à l'exercice d'activités privées par les agents publics ayant cessé leurs fonctions	mai 2007
La loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique	mars 2007
La position régulière au regard du code du service national	déc. 2005

Les nouvelles règles relatives à la communication des documents	juil. 2005
Le principe de laïcité dans la fonction publique	juin 2005
La communication des documents administratifs relatifs au personnel	avril 2005
Le code de déontologie de la police municipale	sept. 2003
Le contrôle par l'administration de l'usage d'Internet et des messageries électroniques	avril 2003
L'assouplissement des règles de cumul applicables à certains agents à temps non complet	janv. 2003
Le cumul d'activités et de rémunérations dans la FPT	oct. 2002
Les dispositions statutaires de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002	janv. 2002
Déontologie et cessation de fonctions : le rapport de la commission pour l'année 2000	nov. 2001
La loi du 10 juillet 2000 relative aux délits non intentionnels	août 2000
L'obligation de réserve dans la fonction publique	avril 2000
Cessation de fonctions et déontologie	oct. 1999
Le rapport du Conseil d'État relatif au cumul d'activités et de rémunérations des agents publics	août 1999
L'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	févr. 1999
L'obligation d'obéissance hiérarchique	mars 1998
Les incidences statutaires des poursuites pénales	janv. 1998
Le secret professionnel dans la fonction publique	nov. 1997
La responsabilité pénale du fonctionnaire territorial	févr. 1995

Emplois fonctionnels

10

10.1 RECRUTEMENT ET CARRIÈRE

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale dans la FPT : les précisions du ministère de l'intérieur	sept. 2017
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Emplois fonctionnels de direction : l'application du PPCR	mai 2017
Recrutement direct dans l'emploi fonctionnel : procédure et durée de l'engagement préjudice (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2015
Emplois fonctionnels de direction : les décrets du 13 juillet 2015	août 2015
Les incidences de la loi pour l'égalité réelle entre les sexes	sept. 2014
Logements de fonction : l'application de la réforme de 2012 (RÉPONSE MINISTÉRIELLE)	avril 2014
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Déclaration des vacances d'emplois et recrutement direct dans un emploi fonctionnel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2012
Déontologie et prévention des conflits d'intérêts : le projet de loi	nov. 2011
Les nouvelles mesures applicables aux emplois fonctionnels de direction	janv. 2008
Les précisions relatives au personnel des offices publics de l'habitat apportées par le décret du 24 décembre 2007	janv. 2008
Emplois fonctionnels et frais de représentation (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles dispositions relatives au cadre d'emplois des ingénieurs et aux emplois fonctionnels de directeur général et directeur des services techniques	nov. 2003
La nouvelle bonification indiciaire des emplois fonctionnels de direction	janv. 2002
Emplois fonctionnels de direction technique et statuts particuliers : le décret du 18 juillet 2001	juil. 2001
Le décret du 20 juin 2001 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	juin 2001
Avancement de grade et détachement sur un emploi fonctionnel : une décision du Conseil d'État du 17 janvier 2001	févr. 2001
Emplois fonctionnels de direction : les nouvelles dispositions prévues par le décret du 2 juin 2000	juin 2000
Le décret du 26 octobre 1999 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	oct. 1999
L'élargissement des possibilités d'accès à certains emplois administratifs de direction	mars 1999
La décision Cottrel : les conséquences sur les nominations antérieures (CE, 3 avril 1998)	sept. 1998
Emplois fonctionnels et avancement de grade : l'annulation des possibilités de promotion sur place par le Conseil d'État	mai 1998
Les emplois administratifs de direction des départements et des régions	avril 1998
L'emploi de secrétaire général : une décision du Conseil d'État du 20 mars 1996	avril 1996
Emplois de direction des établissements publics et seuils démographiques : une décision du Conseil d'État du 28 juillet 1995 (conclusions de M. Laurent Touvet)	nov. 1995
Les emplois fonctionnels	juin 1995

10.2 FIN DE FONCTIONS

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale dans la FPT : les précisions du ministère de l'intérieur	sept. 2017
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
La loi « NOTRe » du 7 août 2015 et ses incidences sur les personnels	oct. 2015
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2014

Fin de fonctions dans l'emploi fonctionnel et allocations d'assurance chômage (<i>VEILLE JURISPRUDENTIELLE</i>)	déc. 2013
Les modifications relatives au congé spécial	janv. 2012
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
La décharge de fonctions des titulaires d'emplois fonctionnels	oct. 2006
La motivation de la fin de fonctions sur l'emploi fonctionnel : les précisions du juge administratif (CAA de Paris, 18 juin 2002)	déc. 2002
Emplois fonctionnels de direction technique et statuts particuliers : le décret du 18 juillet 2001	juil. 2001
Le décret du 26 octobre 1999 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	oct. 1999
Retraite et emplois fonctionnels	avril 1998
Le congé spécial	juil. 1996
Les emplois fonctionnels	juin 1995

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Compte personnel d'activité, formation, santé et sécurité au travail : ordonnance du 19 janvier 2017 et décret du 6 mai 2017	mai 2017
Jeunes en formation professionnelle dans la FPT : les dérogations aux travaux interdits	oct. 2016
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Formation des agents territoriaux : le rapport de l'inspection générale de l'administration	févr. 2015
Les incidences de la loi pour l'égalité réelle entre les sexes	sept. 2014
Le nouveau dispositif de formation des sapeurs-pompiers professionnels	nov. 2013
Le droit individuel à la formation (DIF)	avril 2013
Les actions de formation des agents publics territoriaux (<i>MÉMO STATUT</i>)	avril 2010
Le livret individuel de formation : sa concrétisation par le décret du 22 août 2008	août 2008
Formation professionnelle tout au long de la vie : le dispositif réglementaire de mise en œuvre de la formation statutaire obligatoire	juin 2008
Formation professionnelle tout au long de la vie : le dispositif réglementaire d'application des formations facultatives	janv. 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
La loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique	mars 2007
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
Le droit à la formation des agents territoriaux	sept. 1997
La formation d'adaptation à l'emploi	mai 1997
La formation post-recrutement (décrets du 22 avril 1997)	mai 1997
La formation des cadres supérieurs territoriaux	avril 1997
La réforme de la formation initiale : les décrets du 29 mars 1996	avril 1996
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995

La mise en œuvre de l'obligation de publicité des emplois vacants sur l'espace numérique commun	janv. 2019
Publicité de la vacance de poste (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2019
Police municipale : les conditions de recrutement	août 2018
La vacance d'emploi, déclaration et publicité	mai 2018
Les cas de recrutement des agents contractuels de droit public (MÉMO STATUT)	févr. 2018
La mutation interne	sept. 2017
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Recrutement direct dans l'emploi fonctionnel : procédure et durée de l'engagement préjudice (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2015
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Déclaration des vacances d'emplois et recrutement direct dans un emploi fonctionnel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2012
Emplois de cabinet des autorités locales - Nature des fonctions (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2011
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
L'encadrement de la liberté de création des emplois	sept. 2005
La vacance d'emploi et sa déclaration dans la FPT	févr. 2005
Le surclassement démographique des communes et des EPCI comportant des zones urbaines sensibles	juil. 2004
Un nouveau cas de surclassement démographique	sept. 2003
Les conditions de la suppression d'emploi	févr. 2003
Établissements publics locaux et création de certains grades : le décret du 22 septembre 2000	oct. 2000
Le recrutement des agents non titulaires et la déclaration de la vacance d'emploi	nov. 1997
La gestion des emplois territoriaux	avril 1997
La loi du 27 décembre 1996 : les principales modifications	janv. 1997
Les nouvelles modalités de fonctionnement de la bourse de l'emploi	juil. 1995

ANNALES CORRIGÉES

CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Votre passeport pour la réussite



Une collection
élaborée par les
centres de gestion
organisateur
des concours



Sujets corrigés
Guides pratiques
des épreuves écrites
et orales
Vraies copies
de candidats
Conseils du jury



Filières :
administrative, technique,
culturelle, sportive,
médico-sociale, animation,
sécurité.

En vente en librairie
Et sur www.ladocumentationfrancaise.fr

Indisponibilité physique

13

Commission de réforme : présence d'un médecin spécialiste (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
L'accès au télétravail des agents en état de grossesse ou en situation de handicap	juil./août 2019
Mise en œuvre du congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
Caractère définitif du demi-traitement maintenu dans l'attente de l'avis du comité médical (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2019
Radiation des cadres pour abandon de poste d'un fonctionnaire en congé de maladie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2019
Temps partiel thérapeutique : la circulaire du 15 mai 2018	juin 2018
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2018
Rechute d'un accident de service : étendue de l'action récursoire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2018
Report des congés annuels non pris en raison de la maladie : les nouvelles précisions du Conseil d'État	juil. 2017
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Compte personnel d'activité, formation, santé et sécurité au travail : ordonnance du 19 janvier 2017 et décret du 6 mai 2017	mai 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Les congés de longue maladie ou de longue durée	août 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
La gestion des pratiques addictives	juil. 2015
Le secrétariat des instances médicales depuis la loi du 12 mars 2012 (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2014
Envoi tardif des arrêts de maladie : le dispositif applicable	nov. 2014
Transfert de personnel à un EPCI : fonctionnaire en congé de maladie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2014
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Geste suicidaire et imputabilité au service (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2014
Le congé de maternité	mai 2014
Accident de trajet et horaires de travail (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2014
Le contrôle médical pendant un congé de maladie ordinaire	janv. 2014
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux	nov. 2013
Le reclassement pour inaptitude physique	oct. 2013
Congé de maladie d'office à titre conservatoire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2013
Le droit au suivi médical post-professionnel des agents territoriaux exposés à l'amiante	juin 2013
Les comités médicaux départementaux	mai 2013
Comportement délibéré du fonctionnaire et imputabilité au service de l'accident (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2013
Congé de maladie pendant une interdiction professionnelle (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2012
Maladie pendant un congé annuel : les droits de l'agent (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2012
L'allocation d'invalidité temporaire (AIT) (POINT BREF)	nov. 2012
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2012
L'articulation entre le temps partiel et le temps partiel thérapeutique (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2012
Mise en disponibilité d'office à l'expiration des congés de maladie : procédure applicable au dernier renouvellement (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2012
L'allocation temporaire d'invalidité des fonctionnaires territoriaux (POINT BREF)	juin 2012
L'application du principe d'égalité à l'octroi d'une mesure de faveur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2012

La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Pension de réversion et pension d'invalidité : les modifications issues de la loi de finances pour 2012	mars 2012
Congés maladie et RTT : la circulaire du 18 janvier 2012	mars 2012
Jour de carence applicable aux congés de maladie : des précisions prévues par circulaire	mars 2012
Changement de collectivité et prise en charge financière de la rechute d'un accident de service (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2012
Contrôle expérimental des arrêts maladie par la sécurité sociale : prolongation et précision du dispositif	févr. 2012
L'application d'un délai de carence aux agents publics en congé de maladie	janv. 2012
Protection sociale complémentaire : le décret du 8 novembre 2011	déc. 2011
Report des congés annuels en raison des congés de maladie : un arrêt de la Cour de justice de l'UE (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2011
Amélioration des garanties accordées aux fonctionnaires à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie : le décret du 5 oct. 2011	nov. 2011
Effets des congés de maladie sur le régime de la suspension (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2011
Remboursement des frais imputables à une maladie professionnelle : dépenses de psychothérapie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2011
Congés maladie et RTT : les précisions de la loi de finances pour 2011	févr. 2011
La notion de maladie professionnelle	févr. 2011
FPE : harmonisation du maintien des primes pendant certains congés	oct. 2010
Contrôle expérimental des arrêts maladie par la sécurité sociale : publication de la convention-cadre nationale	oct. 2010
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Accidents de service : des apports récents du Conseil d'État (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2010
Contrôle des arrêts maladie des fonctionnaires par la sécurité sociale : l'expérimentation prévue par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2010	janv. 2010
L'admission à la retraite pour invalidité (POINT BREF)	mai 2009
Indisponibilité physique des fonctionnaires territoriaux : les nouvelles dispositions du décret du 17 novembre 2008	nov. 2008
Les accidents de trajet des fonctionnaires territoriaux	août 2008
Le temps partiel pour raison thérapeutique (POINT BREF)	juil. 2008
L'obligation de vaccination dans les services des collectivités territoriales (SOURCES JURIDIQUES)	avril 2008
Le congé de longue maladie et le congé de longue durée (POINT BREF)	févr. 2008
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux (POINT BREF)	déc. 2007
Licenciement et protection des agents en état de grossesse (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2007
Radiation des cadres pour abandon de poste et envoi d'un certificat médical (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2007
Congé de maladie et participation à un examen professionnel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2007
Le caractère suspensif de la saisine du comité médical supérieur : un arrêt du Conseil d'État du 24 février 2006	juin 2006
Le licenciement pour inaptitude physique dans la fonction publique	juil. 2005
La nouvelle base juridique de l'allocation temporaire d'invalidité des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers	mai 2005
Le calcul de l'allocation temporaire d'invalidité après la parution du décret du 15 janvier 2005 portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires	janv. 2005
Les régimes de sécurité sociale des agents territoriaux	mai 2004
Allocation temporaire d'invalidité : l'incidence de la modification de l'article 7 du décret du 24 octobre 1985	avril 2004
Les services de médecine professionnelle et préventive dans la FPT	févr. 2004
Les accidents de service et les maladies professionnelles des fonctionnaires territoriaux	déc. 2002
Les congés de maladie des fonctionnaires territoriaux	mai 2002
Le versement des indemnités journalières de maladie aux fonctionnaires territoriaux	avril 2001
Les moyens juridiques de l'administration à l'égard de l'alcoolisme dans le service	févr. 2001
Le contrôle médical pendant un congé de maladie ordinaire	nov. 2000
L'obligation de vaccination dans les services des collectivités locales	déc. 1998
L'invalidité des fonctionnaires territoriaux et son indemnisation	juin 1998

Organisation et organes de la fonction publique

14

14.1 LES EMPLOYEURS DE LA FPT	
La loi « NOTRe » du 7 août 2015 et ses incidences sur les personnels	oct. 2015
Inéligibilité des gardes champêtres communs à plusieurs communes (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2015
La FPT : avant-garde ou maillon faible ? <i>par Anicet Le Pors</i>	avril 2014
Affirmation des métropoles : la loi du 27 janvier 2014	mars 2014
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2013
Associations transparentes et gestion du personnel : les risques juridiques	oct. 2012
Les collaborateurs occasionnels du service public	oct. 2011
Le décret du 8 juin 2011 relatif aux personnels des offices publics de l'habitat	août 2011
Le statut des directeurs généraux des offices publics de l'habitat	nov. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
Fonctionnaires des offices publics de l'habitat : l'aménagement du dispositif	avril 2009
Les précisions relatives au personnel des OPH apportées par le décret n°2007-1840 du 24 décembre 2007	janv. 2008
La création des offices publics de l'habitat et la situation des personnels	mai 2007
Le nouveau dispositif relatif aux établissements publics de coopération culturelle	juin 2006
Le personnel des administrations parisiennes	mai 2006
Les employeurs de la FPT (2 ^e partie)	févr. 2006
Les employeurs de la FPT (1 ^{re} partie)	janv. 2006
Personnels sociaux et médico-sociaux et statut de la FPH	mai 2005
Les dispositions statutaires de la loi relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle	janv. 2002
Les dispositions statutaires de la loi du 12 juillet 1999 relative à la coopération intercommunale	juil. 1999
Le personnel des services d'incendie et de secours	févr. 1998
Le statut des personnels des administrations de Paris	juin 1994
14.2 ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT INTERNES DES COLLECTIVITÉS	
Les délégations de signature aux agents publics territoriaux	nov. 2019
Le RGPD et la protection des données personnelles des agents	juil. 2018
Alerte éthique : les modalités de signalement et de recueil	févr. 2018
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Associations transparentes et gestion du personnel : les risques juridiques	oct. 2012
Police municipale : les conditions du transfert de charges de l'État aux communes (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2010
Des précisions du Conseil d'État sur le service minimum d'accueil dans les écoles	juil. 2009
La mise en œuvre du service minimum d'accueil dans les écoles	févr. 2009
Les délégations de signature aux agents territoriaux	sept. 2008
Rapport sur l'état de la collectivité : les modifications apportées par le décret du 5 octobre 2005	oct. 2005
Les services de médecine professionnelle et préventive dans la FPT	févr. 2004
Les compétences de l'assemblée délibérante en matière de gestion du personnel	mai 2003
Rapport sur l'état de la collectivité : une modification du décret du 25 avril 1997	févr. 2000
Le rapport sur l'état de la collectivité	mars 1998
14.3 COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES - COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES - CONSEILS DE DISCIPLINE	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019

Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Procédure disciplinaire (2) : le déroulement de la procédure	nov. 2018
Élections professionnelles : l'appréciation des effectifs au 1 ^{er} janvier 2018	nov. 2017
Les commissions consultatives paritaires : compétences et fonctionnement	oct. 2017
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
L'exercice du droit syndical dans la FPT	mars 2015
Le fonctionnement des instances consultatives (2 ^e partie) : Commissions administratives paritaires	févr. 2015
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2014
Élections professionnelles et vote électronique	août 2014
Les recours en matière disciplinaire	août 2014
Les élections professionnelles du 4 décembre 2014 (2 ^e partie) : CAP	juil. 2014
Consultation des CAP sur les projets de listes d'aptitude au titre de la promotion interne (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2014
Commissions administratives paritaires : la règle de la parité (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2013
Secrétariat du conseil de discipline et responsabilité des centres de gestion (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Le décret du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires	févr. 2012
La négociation collective dans la fonction publique : les précisions de la circulaire du 22 juin 2011	sept. 2011
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Avancement d'échelon, notation et CAP (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2008
La circulaire du 20 juin 2008 relative à l'organisation des élections paritaires	juin 2008
Les élections 2008 aux instances paritaires de la FPT	mai 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles dispositions relatives aux instances paritaires de la FPT	déc. 2003
Les élections aux instances paritaires locales de la FPT	août 2001
Le décret du 16 janvier 2001 portant modification de certaines dispositions relatives aux CTP, aux CAP et à la procédure disciplinaire	févr. 2001
Les nouvelles règles de représentativité syndicale dans les CTP et CAP	août 1998
Le fonctionnement du conseil de discipline	nov. 1996
14.4 COMITÉS TECHNIQUES - COMITÉS D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Élections professionnelles : l'appréciation des effectifs au 1 ^{er} janvier 2018	nov. 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : les droits des représentants du personnel au CHSCT	janv. 2017
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
L'exercice du droit syndical dans la FPT	mars 2015
Le fonctionnement des instances consultatives (1 ^{re} partie) : Comités techniques et CHSCT	janv. 2015
Élections professionnelles et vote électronique	août 2014
Les élections professionnelles du 4 décembre 2014 (1 ^{re} partie) : Comités techniques et CHSCT	juin 2014
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Le décret du 3 février 2012 modifiant le décret du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène, à la sécurité et la médecine du travail	mars 2012
Le décret du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires	févr. 2012
La négociation collective dans la fonction publique : les précisions de la circulaire du 22 juin 2011	sept. 2011

La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
La circulaire du 20 juin 2008 relative à l'organisation des élections paritaires	juin 2008
Les élections 2008 aux instances paritaires de la FPT	mai 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Le comité technique paritaire dans la FPT	oct. 2004
Les nouvelles dispositions relatives aux instances paritaires de la FPT	déc. 2003
La représentation des agents de droit privé aux CTP : une décision du Conseil d'État du 10 juillet 2002	août 2002
Les élections aux instances paritaires locales de la FPT	août 2001
Le décret du 16 janvier 2001 portant modification de certaines dispositions relatives aux CTP, aux CAP et à la procédure disciplinaire	févr. 2001
Les nouvelles règles de représentativité syndicale dans les CTP et CAP	août 1998
L'information du comité technique paritaire (décret du 25 avril 1997)	mai 1997
14.5 COMITÉS MÉDICAUX - COMMISSIONS DE RÉFORME	
Commission de réforme : présence d'un médecin spécialiste (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2019
Mise en œuvre du congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2018
Le secrétariat des instances médicales depuis la loi du 12 mars 2012 (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2014
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux	nov. 2013
Les comités médicaux départementaux	mai 2013
Mise en disponibilité d'office à l'expiration des congés de maladie : procédure applicable au dernier renouvellement (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2012
Indisponibilité physique des fonctionnaires territoriaux : les nouvelles dispositions du décret du 17 novembre 2008	nov. 2008
Le caractère suspensif de la saisine du comité médical supérieur : un arrêt du Conseil d'État du 24 février 2006	juin 2006
Les nouvelles règles de fonctionnement des commissions de réforme	déc. 2004
L'arrêté du 5 juin 1998 relatif aux commissions de réforme	août 1998
14.6 CENTRES DE GESTION - CNFPT	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
La vacance d'emploi, déclaration et publicité	mai 2018
Les listes d'aptitude dans la FPT	mars 2018
Lauréats de concours : durée d'inscription sur liste d'aptitude et modalités de suivi	nov./déc. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Formation des agents territoriaux : le rapport de l'inspection générale de l'administration	févr. 2015
Le secrétariat des instances médicales depuis la loi du 12 mars 2012 (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2014
Les autorités chargées de l'organisation des examens professionnels (MÉMO STATUT)	oct. 2013
Les autorités chargées de l'organisation des concours (MÉMO STATUT)	mars 2013
Les cotisations versées aux centres de gestion et au CNFPT	janv. 2013
Secrétariat du conseil de discipline et responsabilité des centres de gestion (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Rôle et missions des centres de gestion : plusieurs propositions d'évolution déposées au parlement	janv. 2011

De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles compétences des centres de gestion en matière de mise à disposition de fonctionnaire : la loi du 9 juillet 2001	juil. 2001
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
14.7 CONSEILS SUPÉRIEURS	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Le Conseil commun de la fonction publique	févr. 2012
La négociation collective dans la fonction publique : les précisions de la circulaire du 22 juin 2011	sept. 2011
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la FP	juil./août 2010
14.8 TRANSFERT DE PERSONNELS	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La loi « NOTRe » du 7 août 2015 et ses incidences sur les personnels	oct. 2015
L'indemnité de mobilité dans la FPT : les décrets du 30 juillet 2015	août 2015
L'intégration des ouvriers des parcs et ateliers dans les cadres d'emplois de la FPT	juin 2014
Affirmation des métropoles : la loi du 27 janvier 2014	mars 2014
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	sept. 2013
Le transfert aux départements des personnels des parcs de l'équipement	déc. 2009
Transfert de personnels de l'État dans la FPT : les compléments apportés par le décret du 30 décembre 2008	janv. 2009
Transferts de personnels de l'État : les précisions relatives aux cadres d'emplois d'accueil et à la durée du travail	juin 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Transfert des personnels de l'État : les précisions relatives au droit d'option, à l'intégration et au détachement sans limitation de durée	janv. 2006
La création de la commission de suivi des transferts de personnels	déc. 2004
Les incidences statutaires de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	sept. 2004
Les dispositions statutaires de la loi du 12 juillet 1999 relative à la coopération intercommunale	juil. 1999

15.1 ACTIVITÉ	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Mise en œuvre du congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
Caractère définitif du demi-traitement maintenu dans l'attente de l'avis du comité médical (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2019
Congés annuels non pris : les modalités de report et d'indemnisation	févr. 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	janv. 2019
Don de jours de repos : l'extension aux proches aidants	nov. 2018
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2018
Rechute d'un accident de service : étendue de l'action récursoire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2018
La mise à disposition dans la FPT	déc. 2017
Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant	août 2017
Report des congés annuels non pris en raison de la maladie : les nouvelles précisions du Conseil d'État	juil. 2017
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
Le congé bonifié des fonctionnaires territoriaux	janv. 2017
Les congés de longue maladie ou de longue durée	août 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Le don de jours de repos pour enfant malade	juin 2015
Transfert de personnel à un EPCI : fonctionnaire en congé de maladie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2014
Geste suicidaire et imputabilité au service (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2014
Le congé de maternité	mai 2014
La journée de solidarité : rappel des conditions de mise en œuvre	mai 2014
Accident de trajet et horaires de travail (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2014
La notion de « charge permanente et effective » d'un enfant (VEILLE JURISPRUDENCE)	févr. 2014
Le contrôle médical pendant un congé de maladie ordinaire	janv. 2014
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux	nov. 2013
Congé de maladie d'office à titre conservatoire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2013
Comportement délibéré du fonctionnaire et imputabilité au service de l'accident (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2013
La durée du stage dans la FPT	mars 2013
Congé de solidarité familiale et allocation d'accompagnement d'une personne en fin de vie : le régime applicable aux agents territoriaux	févr. 2013
Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant	févr. 2013
Décharge de service pour mandat syndical et avancement de grade (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2012
Congé de maladie pendant une interdiction professionnelle (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2012
Maladie pendant un congé annuel : les droits de l'agent (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2012
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2012
L'articulation entre le temps partiel et le temps partiel thérapeutique (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Les conséquences de la réforme du statut des infirmiers hospitaliers sur leur mobilité au sein de la FPT	févr. 2012
Report des congés annuels en raison des congés de maladie : un arrêt de la Cour de justice de l'UE (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2011

Amélioration des garanties accordées aux fonctionnaires à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie : le décret du 5 octobre 2011	nov. 2011
Effets des congés de maladie sur le régime de la suspension <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	oct. 2011
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Le travail à temps partiel	mai 2011
Le fonctionnaire titulaire d'un mandat électif local <i>(POINT BREF)</i>	avril 2011
Congés maladie et RTT : les précisions de la loi de finances pour 2011	févr. 2011
FPE : harmonisation du maintien des primes pendant certains congés	oct. 2010
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les congés des fonctionnaires territoriaux <i>(MÉMO STATUT)</i>	juin 2009
Régime indemnitaire des fonctionnaires mis à disposition <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	févr. 2009
Le nouveau régime de la mise à disposition : le dispositif réglementaire	juil. 2008
Le temps partiel pour raison thérapeutique <i>(POINT BREF)</i>	juil. 2008
Le pouvoir hiérarchique en matière de congés annuels	avril 2008
Le congé de longue maladie et le congé de longue durée <i>(POINT BREF)</i>	févr. 2008
La modification du décret du 29 juillet 2004 relatif au temps partiel	févr. 2008
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux <i>(POINT BREF)</i>	déc. 2007
L'incidence des congés sur le versement de la NBI <i>(MÉMO STATUT)</i>	oct. 2007
La cessation progressive d'activité	sept. 2007
La loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique	mars 2007
La mise en œuvre des nouvelles règles relatives au congé de présence parentale	sept. 2006
La réforme du congé de présence parentale	déc. 2005
Les modalités d'attribution du congé de représentation	oct. 2005
Les nouvelles modalités de mise en œuvre du temps partiel	août 2004
Les précisions réglementaires relatives au congé de paternité	mars 2003
La prise en compte pour la retraite du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie	janv. 2003
Les absences pour raisons syndicales dans la FPT	janv. 2002
La création du congé de paternité	janv. 2002
Le congé de maternité des fonctionnaires et des agents territoriaux	déc. 2001
Les dispositions statutaires de la loi du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel	juil. 2001
Les congés annuels des agents publics territoriaux	févr. 2000
Le congé pour accompagnement d'une personne en fin de vie	juin 1999
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
La mise à disposition dans la FPT des fonctionnaires territoriaux	déc. 1997
Les congés bonifiés	oct. 1997
Le service à temps partiel	mai 1997
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la FPT	févr. 1996
Les autorisations spéciales d'absence des agents territoriaux	oct. 1995
Temps partiel - Cessation progressive d'activité : nouvelles dispositions	juin 1995
15.2 DÉTACHEMENT	
Reconversion des militaires : Le dispositif simplifié d'accès à la fonction publique territoriale	déc. 2019
Agents publics : les garanties liées à l'exercice d'un mandat électif <i>(POINT BREF)</i>	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	janv. 2019

Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Fin anticipée de détachement : compétence de l'autorité de nomination (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2017
La fin de détachement	mai 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2014
L'accès des militaires à la FPT	déc. 2014
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Fin anticipée de détachement : compétence de l'autorité de nomination (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2017
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Droit à intégration après cinq années de détachement (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2014
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (1 ^{re} partie) : Le placement en position de détachement	avril 2014
Le reclassement pour inaptitude physique	oct. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Les conséquences de la réforme du statut des infirmiers hospitaliers sur leur mobilité au sein de la FPT	févr. 2012
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Le fonctionnaire titulaire d'un mandat électif local (POINT BREF)	avril 2011
Recrutement et accueil des ressortissants européens dans les cadres d'emplois territoriaux : les nouvelles dispositions réglementaires	avril 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Fonctionnaires détachés : le recouvrement des cotisations retraite (MÉMO STATUT)	sept. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La suppression du plafonnement réglementaire de la rémunération du fonctionnaire détaché	juil. 2008
La réintégration après un détachement (MÉMO STATUT)	juin 2008
Les conditions d'octroi du détachement (MÉMO STATUT)	déc. 2007
Transfert des personnels de l'État : les précisions relatives au droit d'option, à l'intégration et au détachement sans limitation de durée	janv. 2006
Les modifications apportées au décret du 13 janvier 1986 relatif aux positions des fonctionnaires territoriaux	août 2003
Les précisions relatives aux conditions d'octroi du congé de présence parentale, du congé parental et de la disponibilité	janv. 2003
Les absences pour raisons syndicales dans la FPT	janv. 2002
La situation du fonctionnaire détaché au sein de la FPT	sept. 2001
La cessation du détachement	mai 2000
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la FPT	févr. 1996
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
15.3 DISPONIBILITÉ	
Agents publics : les garanties liées à l'exercice d'un mandat électif (POINT BREF)	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Disponibilité et conservation des droits à l'avancement : les pièces justificatives	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Le décret du 27 mars 2019 : les évolutions du régime de la disponibilité	avril 2019
La position de disponibilité (2) : la réintégration	avril 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	janv. 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	déc. 2018

Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction publique	oct. 2018
Réintégration après disponibilité : conditions d'ouverture du droit aux allocations d'assurance chômage <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	juil. 2018
La position de disponibilité (1) : cas d'octroi et situation du fonctionnaire	juil. 2017
Réintégration après disponibilité et allocations d'assurance chômage <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	avril 2016
Existence d'emplois vacants lors d'une demande de réintégration après disponibilité : la charge de la preuve <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	févr. 2013
Mise en disponibilité d'office à l'expiration des congés de maladie : procédure applicable au dernier renouvellement <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	juil. 2012
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Le fonctionnaire titulaire d'un mandat électif local <i>(POINT BREF)</i>	avril 2011
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La réintégration après une disponibilité <i>(MÉMO STATUT)</i>	mars 2008
Les conditions d'octroi de la disponibilité sur demande <i>(MÉMO STATUT)</i>	nov. 2007
Fin anticipée de disponibilité et allocations-chômage : une décision du Conseil d'État du 14 octobre 2005	mars 2006
Le régime de la disponibilité dans la FPT	nov. 2003
Les modifications apportées au décret du 13 janvier 1986 relatif aux positions des fonctionnaires territoriaux	août 2003
Les précisions relatives aux conditions d'octroi du congé de présence parentale, du congé parental et de la disponibilité	janv. 2003
Le décret du 8 décembre 1998 relatif à la protection sociale	déc. 1998
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
La réintégration après disponibilité	sept. 1996
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
15.4 AUTRES POSITIONS	
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Le nouveau régime du congé parental	oct. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Les incidences de la loi de simplification et d'amélioration du droit	août 2011
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Police municipale : les dispositions issues de la LOPPSI 2	avril 2011
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La situation des agents accomplissant des activités dans la réserve <i>(POINT BREF)</i>	sept. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La réforme du congé de présence parentale	déc. 2005
Le congé de présence parentale dans la FPT	janv. 2001
Le décret du 8 décembre 1998 relatif à la protection sociale	déc. 1998
Le congé parental	janv. 1997
La position hors cadres	nov. 1996
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la FPT	févr. 1996

16.1 MALADIE - INVALIDITÉ - DÉCÈS - MATERNITÉ

Commission de réforme : présence d'un médecin spécialiste (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Mise en œuvre du congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
Caractère définitif du demi-traitement maintenu dans l'attente de l'avis du comité médical (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2019
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2018
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2018
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Compte personnel d'activité, formation, santé et sécurité au travail : ordonnance du 19 janvier 2017 et décret du 6 mai 2017	mai 2017
Le capital décès	nov. 2015
Le secrétariat des instances médicales depuis la loi du 12 mars 2012 (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2014
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Geste suicidaire et imputabilité au service (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2014
Le congé de maternité	mai 2014
Accident de trajet et horaires de travail (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2014
Le contrôle médical pendant un congé de maladie ordinaire	janv. 2014
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux	nov. 2013
Le droit au suivi médical post-professionnel des agents territoriaux exposés à l'amiante	juin 2013
L'allocation d'invalidité temporaire (AIT) (POINT BREF)	nov. 2012
L'allocation temporaire d'invalidité des fonctionnaires territoriaux (POINT BREF)	juin 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Changement de collectivité et prise en charge financière de la rechute d'un accident de service (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2012
Contrôle expérimental des arrêts maladie par la sécurité sociale : prolongation et précision du dispositif	févr. 2012
Protection sociale complémentaire : le décret du 8 novembre 2011	déc. 2011
Amélioration des garanties accordées aux fonctionnaires à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie : le décret du 5 octobre 2011	nov. 2011
Remboursement des frais imputables à une maladie professionnelle : dépenses de psychothérapie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2011
La notion de maladie professionnelle	févr. 2011
Contrôle expérimental des arrêts maladie par la sécurité sociale : publication de la convention-cadre nationale	oct. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
L'admission à la retraite pour invalidité (POINT BREF)	mai 2009
Le capital décès (SOURCES JURIDIQUES)	oct. 2007
La nouvelle base juridique de l'allocation temporaire d'invalidité des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers	mai 2005
Le calcul de l'allocation temporaire d'invalidité après la parution du décret du 15 janvier portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires	janv. 2005
L'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant de l'agent relevant du régime général	sept. 2004
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	juil. 2004
Les régimes de sécurité sociale des agents territoriaux	mai 2004
L'allocation temporaire d'invalidité : l'incidence de la modification de l'article 7 du décret du 24 octobre 1985	avril 2004

Le versement des indemnités journalières de maladie aux fonctionnaires territoriaux	avril 2001
L'invalidité des fonctionnaires territoriaux et son indemnisation	juin 1998
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction	oct. 2018
Réintégration après disponibilité : conditions d'ouverture du droit aux allocations d'assurance chômage (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2018
La convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage	nov. 2017
Réintégration après disponibilité et allocations d'assurance chômage (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2016
Assurance chômage : l'exercice du droit d'option	août 2015
Assurance chômage : la convention du 14 mai 2014	oct. 2014
Fin de fonctions dans l'emploi fonctionnel et allocations d'assurance chômage (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2013
L'indemnisation du chômage des agents publics territoriaux	nov. 2006
L'entrée en vigueur de la convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage	mars 2006
Fin anticipée de disponibilité et allocations-chômage : une décision du Conseil d'État du 14 octobre 2005	mars 2006
Les cotisations sur les allocations-chômage versées par les collectivités territoriales aux anciens agents publics	juil. 2004
Le nouvel agrément de la convention d'assurance chômage du 1 ^{er} janvier 2004	juin 2004
Allocations-chômage : l'entrée en vigueur de la convention du 1 ^{er} janvier 2004	févr. 2004
La modification des règles d'indemnisation du chômage	mai 2003
La convention d'assurance chômage du 1 ^{er} janvier 2001 : les principales dispositions	déc. 2000
Fin de contrat à durée déterminée, refus d'emploi et allocations de chômage	janv. 1999
Le rapport du médiateur de la République pour 1997 (allocations-chômage, retraite)	oct. 1998
Allocations-chômage : le nouveau régime de l'activité réduite	sept. 1998
La revalorisation des allocations-chômage au 1 ^{er} juillet 1998	sept. 1998
Assurance-chômage : activité réduite	oct. 1994
16.3 RETRAITE	
Conformité au droit européen des avantages de pension liés aux enfants (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 ^e partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
La loi du 20 janvier 2014 portant réforme des retraites	févr. 2014
Fonctionnaires ayant la qualité de travailleur handicapé : départ à la retraite anticipée et majoration de pension	oct. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Application des nouveaux âges de la retraite : l'accélération du calendrier	janv. 2012
Recul de la limite d'âge pour motif d'ordre familial et prolongation d'activité (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	janv. 2012
Service national effectué par les objecteurs de conscience : une décision du Conseil constitutionnel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2011
Réforme des retraites : les mesures d'application relatives aux conditions d'âge et à certaines durées de services	août 2011
Les incidences de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites	janv. 2011
Retraite : le traitement servant au calcul des pensions (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2010
Retraite des agents territoriaux : les grands principes actuellement applicables	mai 2010
La prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge : le décret d'application	janv. 2010
Les droits liés aux enfants en matière de retraite (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2009
Service national effectué par les objecteurs de conscience : une décision du Conseil constitutionnel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2011
Réforme des retraites : les mesures d'application relatives aux conditions d'âge et à certaines durées de services	août 2011
Les incidences de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites	janv. 2011
Frais de transport et retraite : les incidences de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009	janv. 2009

La limite d'âge applicable à la catégorie active (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2008
Le cumul d'une pension et d'une rémunération d'activité	sept. 2006
Le droit à l'information des assurés en matière de retraite	juil. 2006
L'application des nouvelles règles de départ à la retraite sans condition d'âge : l'avis du Conseil d'État du 27 mai 2005	août 2005
Départ à la retraite sans condition d'âge : les précisions relatives à la condition d'interruption d'activité pour enfant	mai 2005
L'abaissement de l'âge de la retraite pour les « carrières longues »	déc. 2004
L'arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique	déc. 2004
L'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant de l'agent relevant du régime général	sept. 2004
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	juil. 2004
La mise en place du régime de retraite additionnelle de la FP	juin 2004
Les mesures d'application de la réforme des retraites aux fonctionnaires territoriaux	janv. 2004
La jurisprudence relative au classement de certains emplois d'infirmiers territoriaux en catégorie active pour la retraite (Conseil d'État, 21 mai 2003)	oct. 2003
La réforme de la retraite des fonctionnaires	sept. 2003
Les conditions d'admission à la retraite des fonctionnaires territoriaux	oct. 2000
Le rapport du médiateur de la République pour 1997 (allocations-chômage, retraite)	oct. 1998
L'invalidité des fonctionnaires territoriaux et son indemnisation	juin 1998
16.4 ACTION SOCIALE	
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Les incidences de la loi de simplification et d'amélioration du droit	août 2011
La loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique	mars 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007

Régime des actes - Contrôle de légalité - Procédure contentieuse

17

17.1 RÉGIME DES ACTES

La motivation obligatoire des actes individuels relatifs aux agents publics territoriaux	déc. 2019
Les délégations de signature aux agents publics territoriaux	nov. 2019
La notification des décisions individuelles	mars 2019
Conditions d'abrogation de la protection fonctionnelle (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2018
Nomination : la nécessité d'une décision expresse (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2018
La communication des documents administratifs relatifs aux personnels	avril 2018
Refus de notification en mains propres d'une décision : conséquences sur le délai de recours (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2017
Notification incomplète d'une décision individuelle : encadrement du délai de recours contentieux (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov./déc. 2016
Le nouveau code des relations entre le public et l'administration	janv. 2016
Retenue pour absence de service fait et motivation (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2015
Emplois fonctionnels de direction : les décrets du 13 juillet 2015	août 2015
« Le silence vaut acceptation » : un principe inapplicable aux relations entre l'administration et ses agents	avril 2015
Répétition de l'indu en matière de rémunération et retrait des actes créateurs de droits (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2014
Imprescriptibilité de l'action disciplinaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2014
Délais de prescription des rémunérations indûment versées : la circulaire du 11 avril 2013	juil. 2013
Notification d'un acte en mains propres : départ du délai de recours en cas de refus de signature (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2013
Retrait d'un avancement d'échelon accordé par erreur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2013
Des nouveautés relatives à la publication des instructions et circulaires	oct. 2012
Les nouvelles conditions de reversement des sommes indûment perçues	févr. 2012
Acte administratif obtenu par fraude - Modalités de retrait (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2011
Démission : effet de l'absence de décision de l'administration dans le délai prescrit (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juin 2011
Circulaires ministérielles : conséquences du défaut de publication sur le site www.circulaires.gouv.fr (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2011
La motivation obligatoire des décisions individuelles (POINT BREF)	mai 2010
Régime indemnitaire : conditions de communication des arrêtés individuels (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2010
Les conditions de retrait d'un avantage financier illégal (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2010
Les délégations de signature aux agents territoriaux	sept. 2008
Les nouvelles règles relatives à la communication des documents	juil. 2005
La communication des documents administratifs relatifs au personnel	avril 2005
L'ordonnance du 20 février 2004 relative aux modalités et effets de la publication des lois et de certains actes administratifs	mars 2004
Les nouvelles conditions de retrait des décisions créatrices de droit	juil. 2003
L'élaboration des actes administratifs individuels en matière de personnel	févr. 2002
Les dispositions statutaires de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations	avril 2000
Retrait des actes individuels : une décision de la cour administrative d'appel de Bordeaux du 8 mars 1999	janv. 2000
Le retrait des actes dans la fonction publique	juil. 1998
Élaboration des actes administratifs : la circulaire du 30 janvier 1997	août 1997
Les délégations de signature aux agents territoriaux	déc. 1995
La notification des décisions individuelles	déc. 1994
17.2 CONTRÔLE DE LÉGALITÉ - RÉGIME DES ACTES	
Action en responsabilité : inapplication du principe du recours dans un délai raisonnable (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil./août 2019
L'intérêt à agir des organisations syndicales en contentieux de la fonction publique	déc. 2018

L'expérimentation de la médiation préalable obligatoire dans la FPT	mars 2018
Refus de notification en mains propres d'une décision : conséquences sur le délai de recours <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	juin 2017
Notification incomplète d'une décision individuelle : encadrement du délai de recours contentieux <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	nov./déc. 2016
Agent non titulaire : nouveau contrat substantiellement différent et réparation du préjudice <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	sept. 2015
Mesures d'ordre intérieur et discrimination <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	juin 2015
Le contrôle du juge de cassation sur la sanction disciplinaire <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	avril 2015
Discipline : preuve par tout moyen et obligation de loyauté <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	août 2014
Les recours en matière disciplinaire	août 2014
Contrôle du juge sur la rémunération d'un agent non titulaire <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	avril 2014
Précisions sur la notion de harcèlement sexuel <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	févr. 2014
Agents publics illégalement évincés : évaluation de l'indemnité <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	janv. 2014
Renforcement du contrôle du juge sur les sanctions disciplinaires <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	déc. 2013
Contentieux administratif : l'élargissement de la voie de l'appel	déc. 2013
Notification d'un acte en mains propres : départ du délai de recours en cas de refus de signature <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	mai 2013
Existence d'emplois vacants lors d'une demande de réintégration après disponibilité : la charge de la preuve <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	févr. 2013
Des nouveautés relatives à la publication des instructions et circulaires	oct. 2012
L'expérimentation du recours administratif préalable obligatoire dans la fonction publique de l'État	juil. 2012
Les priorités du contrôle de légalité définies par circulaire	mai 2012
Annulation d'un licenciement et reconstitution des droits sociaux : le versement des cotisations <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	avril 2012
Harcèlement moral : charge de la preuve, comportement de l'agent et responsabilité de l'administration <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	oct. 2011
Les collaborateurs occasionnels du service public	oct. 2011
Refus de communication du dossier individuel et actions devant le juge administratif <i>(PRÉCISIONS)</i>	oct. 2011
Les incidences de la loi de simplification et d'amélioration du droit	août 2011
Circulaires ministérielles : conséquences du défaut de publication sur le site www.circulaires.gouv.fr <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	mai 2011
Rôle et missions des centres de gestion : plusieurs propositions d'évolution déposées au parlement	janv. 2011
Les obligations de l'employeur en cas de suspension du contrat d'un agent non titulaire par le juge des référés <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	janv. 2011
Le contrôle du juge des comptes sur la gestion des personnels	sept. 2010
L'entrée en vigueur de la question prioritaire de constitutionnalité	mai 2010
L'appel des jugements administratifs dans le contentieux relatif à la fonction publique <i>(POINT BREF)</i>	déc. 2009
Effet direct des directives communautaires et régime de la preuve en matière de décision discriminatoire <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	déc. 2009
L'ordonnance n° 2009-1401 du 17 novembre 2009 et la simplification du contrôle de légalité	nov. 2009
Responsabilité de l'administration - Action récursoire contre un agent fautif <i>(VEILLE JURISPRUDENTIELLE)</i>	mai 2009
Le recours administratif préalable obligatoire dans la fonction publique : les propositions du Conseil d'État	mars 2009
La transaction en cas d'éviction illégale d'un agent public	oct. 2008
Les conséquences de l'annulation contentieuse de l'éviction d'un agent public	nov. 2007
Le régime de recours contentieux contre les circulaires	juin 2006
Les incidences statutaires de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	sept. 2004
Le recours contentieux du préfet contre les actes des collectivités territoriales	mars 2004
L'aménagement des règles d'appel devant les juridictions administratives	août 2003
L'application des nouvelles procédures d'urgence en matière de fonction publique	janv. 2003
Le référé-injonction en matière de fonction publique : une décision du Conseil d'État du 28 février 2001	mars 2001
La loi relative au référé devant les juridictions administratives	août 2000
Les dispositions statutaires de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations	avril 2000

L'intérêt à agir en contentieux de la FPT	juin 1999
Exécution des décisions de justice : l'annulation d'une nomination	févr. 1997
Exécution des décisions de justice : l'annulation d'un concours	juin 1996
L'exécution des décisions de justice administrative relatives aux agents publics	mars 1996

Rémunération - Indemnisation - Avantages en nature

18

18.1 ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES DE RÉMUNÉRATION

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La rémunération des agents contractuels territoriaux	juin 2019
Caractère définitif du demi-traitement maintenu dans l'attente de l'avis du comité médical (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2019
Transfert primes/points : l'assiette de calcul de l'abattement	nov. 2018
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2018
Lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2018 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2018
Le congé bonifié des fonctionnaires territoriaux	janv. 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
Calculer les éléments de rémunération et établir un bulletin de paie	avril 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
L'indemnité de résidence	août 2015
Le versement de la GIPA en 2015 (POINT BREF)	juil. 2015
Envoi tardif des arrêts de maladie : le dispositif applicable	nov. 2014
Le versement de la GIPA en 2014	sept. 2014
Barème des éléments obligatoires de rémunération (traitement, indemnité de résidence, SFT + tableau des montants)	mars 2014
La notion de « charge permanente et effective » d'un enfant (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2014
Le versement de la GIPA en 2013	oct. 2013
Le supplément familial de traitement en cas de séparation des parents	nov. 2012
Jour de carence applicable aux congés de maladie : des précisions prévues par circulaire	mars 2012
L'application d'un délai de carence aux agents publics en congé de maladie	janv. 2012
Les éléments de rémunération des agents territoriaux (MÉMO STATUT)	juil. 2011
L'indemnité d'accompagnement à la mobilité de certains fonctionnaires de l'État	juin 2011
Prise en charge partielle des titres d'abonnement aux transports publics : le décret du 21 juin 2010	juin 2010
GIPA : conditions de mise en œuvre dans la FPT (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2010
Les modifications apportées à l'indemnité de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)	mai 2009
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Précisions relatives à la GIPA : une circulaire du 30 octobre 2008	nov. 2008
L'indemnité de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)	juin 2008
Les conditions d'octroi de la bonification indemnitaire au titre de l'année 2007	déc. 2007
Le supplément familial de traitement (POINT BREF)	nov. 2007
L'indemnité de résidence (POINT BREF)	oct. 2007
La revalorisation de la rémunération des cadres d'emplois « B type »	déc. 2006
Les précisions ministérielles relatives à la bonification indemnitaire	oct. 2006
La création d'une bonification indemnitaire	août 2006
La création d'une indemnité exceptionnelle de sommet de grade	avril 2005
L'indemnité de résidence	déc. 2001
Les nouvelles échelles de rémunération applicables à la catégorie C	août 1998
Le supplément familial de traitement	juil. 1997

18.2 NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE (NBI)	
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Mise en œuvre de la NBI « quartiers prioritaires »	nov. 2015
Les éléments de rémunération des agents territoriaux (MÉMO STATUT)	juil. 2011
Nature des fonctions exercées et octroi de la NBI (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2008
Incidence des congés sur le versement de la NBI (MÉMO STATUT)	oct. 2007
Les conditions d'octroi de la NBI « fonctions d'accueil du public exercées à titre principal » (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2007
Le nouveau dispositif relatif à la NBI	juil. 2006
Les conditions d'attribution de la NBI : un arrêt de la cour administrative d'appel de Lyon du 25 février 2003	juin 2003
Nouvelle bonification indiciaire : le décret du 22 novembre 2000	déc. 2000
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
La nouvelle bonification indiciaire des fonctionnaires territoriaux	déc. 1999
18.3 PRIMES ET INDEMNITÉS	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Transfert primes/points : l'assiette de calcul de l'abattement	nov. 2018
RIFSEEP : l'obligation d'instaurer le complément indemnitaire annuel est conforme à la Constitution (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2018
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Actualisation du calendrier d'application du RIFSEEP	mars 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 ^e partie)	juil. 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 ^{er} janvier 2016	juin 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire dans la FPT	fév. 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
Les heures supplémentaires des personnels d'enseignement artistique	sept. 2015
L'indemnité de mobilité dans la FPT : les décrets du 30 juillet 2015	août 2015
Point d'étape sur la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire	juil. 2015
Astreintes et permanences des agents de la filière technique	juin 2015
Nouveau régime indemnitaire : fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel	juin 2014
Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (inclus : tableau des montants)	déc. 2013
Le versement de la GIPA en 2013	oct. 2013
L'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires	juin 2013
Indemnité d'exercice de missions des préfetures : la nouvelle réglementation	févr. 2013
Prime d'intéressement à la performance collective des services : la circulaire du 22 octobre 2012	déc. 2012
Les cadres d'emplois bénéficiant d'un régime indemnitaire lié aux fonctions et aux résultats individuels	nov. 2012
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	oct. 2012
Régime des primes en cas de décharge de service pour mandat syndical	sept. 2012
L'application du principe d'égalité à l'octroi d'une mesure de faveur (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mai 2012
La prime d'intéressement à la performance collective dans la FPT : les décrets du 3 mai 2012	mai 2012
La mise en place de l'intéressement collectif dans la fonction publique de l'État	sept. 2011
La notion de sanction déguisée	sept. 2011
Les éléments de rémunération des agents territoriaux (MÉMO STATUT)	juil. 2011

La prime spéciale d'installation	juil. 2011
L'indemnité d'accompagnement à la mobilité de certains fonctionnaires de l'État	juin 2011
L'application de la PFR aux cadres d'emplois des attachés et des secrétaires de mairie	mars 2011
L'indemnité de performance et de fonctions des ingénieurs	févr. 2011
Compensation financière des jours inscrits sur les comptes épargne-temps : la position du Conseil d'État (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2010
La circulaire du 27 septembre 2010 relative à l'introduction de la prime de fonctions et de résultats dans la FPT	nov. 2010
FPE : harmonisation du maintien des primes pendant certains congés	oct. 2010
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Régime indemnitaire : conditions de communication des arrêtés individuels (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2010
Le projet d'introduction de l'intéressement collectif dans les trois fonctions publiques	mars 2010
Les conditions de retrait d'un avantage financier illégal (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2010
Le décret du 18 décembre 2009 instituant une indemnité de départ volontaire dans la FPT	janv. 2010
Filière technique : la nouvelle base juridique de la prime de service et de rendement	janv. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La prime de fonctions et de résultats des administrateurs	nov. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité par Didier Jean-Pierre	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Compte épargne-temps : des précisions ministérielles	févr. 2009
Régime indemnitaire des fonctionnaires mis à disposition (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2009
La modification des conditions d'octroi des IHTS par le décret n°2008-1451 du 22 décembre 2008	janv. 2009
FPE : la modification du régime du compte épargne-temps et la création de la prime de fonctions et de résultats (PFR)	janv. 2009
L'indemnité horaire pour travail normal de nuit (PRIMES ET INDEMNITÉS)	oct. 2008
La création d'une nouvelle indemnité en faveur des agents sociaux territoriaux	août 2008
L'indemnité spéciale de fonctions des policiers municipaux (PRIMES ET INDEMNITÉS)	juil. 2008
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
La circulaire du 20 décembre 2007 relative à la mise en œuvre de l'allègement des cotisations salariales sur la rémunération des heures supplémentaires	déc. 2007
Le maintien des avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération	déc. 2007
La prime de service et de rendement (PRIMES ET INDEMNITÉS)	déc. 2007
L'allègement des prélèvements obligatoires sur la rémunération des heures supplémentaires	nov. 2007
La création d'une indemnité compensant les jours de repos travaillés	nov. 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
La modulation individuelle du régime indemnitaire	août 2006
Le régime indemnitaire des cadres d'emplois techniques des établissements d'enseignement	mai 2006
La rémunération et la compensation des astreintes et des permanences dans la FPT	juin 2005
Le décret du 17 novembre 2004 portant modification de certaines dispositions relatives à la FPT	nov. 2004
Les nouvelles dispositions relatives au régime indemnitaire	nov. 2003
Les nouveaux taux moyens annuels des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires	juin 2003
La circulaire du 11 octobre 2002 relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires	nov. 2002
Réforme des indemnités pour travaux supplémentaires et création de l'IAT	mars 2002
L'illégalité d'une prime versée aux agents retraités : une décision du Conseil d'État	déc. 2000
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
Le versement de l'indemnité spécifique de service à certains cadres d'emplois territoriaux techniques	avril 2000
Prise en charge et régime indemnitaire : une décision du Conseil d'État du 8 septembre 1999	sept. 1999

Les dispositions statutaires de la loi du 12 juillet 1999 relative à la coopération intercommunale	juil. 1999
Le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels	août 1998
La loi du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier	juil. 1998
Régime indemnitaire : l'indemnité d'exercice de missions des préfetures et son application aux agents territoriaux	mai 1998
Le régime indemnitaire des cadres d'emplois de la police municipale	juin 1997
La loi du 16 décembre 1996 : des précisions ministérielles	mars 1997
L'arrêté du 15 mai 1996 : les nouvelles conditions d'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires	juin 1996
Le complément de rémunération des préfetures : une décision du Conseil d'État du 14 juin 1995	janv. 1996
La mise en œuvre du régime indemnitaire des contrôleurs territoriaux de travaux	déc. 1995
Jurisprudence financière : prime de responsabilité	mars 1995
18.4 AVANTAGES EN NATURE - FRAIS DE DÉPLACEMENT	
Actualisation du dispositif de prise en charge des frais de déplacement temporaire	avril 2019
Concession d'un logement de fonction et gestion de fait (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2019
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2018
Les conditions d'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	mai 2018
Les avantages en nature : régime social et fiscal	mai 2015
Logements de fonction : l'application de la réforme de 2012 (RÉPONSE MINISTÉRIELLE)	avril 2014
Attribution des logements de fonction : les nouvelles règles	août 2012
Acte administratif obtenu par fraude - Modalités de retrait (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2011
Le logement de fonction	mars 2011
Prise en charge partielle des titres d'abonnement aux transports publics : le décret du 21 juin 2010	juin 2010
Frais de transport et retraite : les incidences de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009	janv. 2009
Le contrôle des conditions d'octroi d'un logement de fonction (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2008
L'indemnisation des frais de déplacement des agents territoriaux	oct. 2007
Emplois fonctionnels et frais de représentation (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2007
Évaluation des avantages en nature : des précisions de la direction de la sécurité sociale	juil. 2003
Cotisations sociales : la réforme de l'évaluation des avantages en nature et des frais professionnels	févr. 2003
Le décret du 19 juillet 2001 relatif aux frais de déplacement des personnels territoriaux	août 2001
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
L'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	févr. 1999
Logement de fonction : décisions du Conseil d'État	déc. 1994
Le logement de fonction	mai 1994
18.5 COTISATIONS	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Heures supplémentaires : la réduction des cotisations salariales d'assurance vieillesse	mars 2019
Les cotisations au 1 ^{er} janvier 2019	janv. 2019
Les cotisations au 1 ^{er} janvier 2018	janv. 2018
Lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2018 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2018
Les cotisations au 1 ^{er} janvier 2017	janv. 2017
Calculer les éléments de rémunération et établir un bulletin de paie	avril 2016
Le régime des cotisations sociales au 1 ^{er} janvier 2016	janv. 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016
Les avantages en nature : régime social et fiscal	mai 2015
Les cotisations au 1 ^{er} janvier 2015	janv. 2015

Assurance chômage : la convention du 14 mai 2014	oct. 2014
La journée de solidarité : rappel des conditions de mise en œuvre	mai 2014
Les cotisations au 1 ^{er} janvier 2014	janv. 2014
Les cotisations versées aux centres de gestion et au CNFPT	janv. 2013
Prélèvements obligatoires au 1 ^{er} janvier 2013	janv. 2013
Les prélèvements obligatoires au 1 ^{er} janvier 2012	déc. 2011
Les prélèvements obligatoires au 1 ^{er} janvier 2011	janv. 2011
Annulation d'un licenciement et reconstitution des droits sociaux : le versement des cotisations (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	avril 2012
Les prélèvements obligatoires au 1 ^{er} janvier 2010	déc. 2009
Fonctionnaires détachés : le recouvrement des cotisations retraite (MÉMO STATUT)	sept. 2009
Prélèvements obligatoires au 1 ^{er} janvier 2009	déc. 2008
Prélèvements obligatoires au 1 ^{er} janvier 2008	janv. 2008
La circulaire du 20 décembre 2007 relative à la mise en œuvre de l'allègement des cotisations salariales sur la rémunération des heures supplémentaires	déc. 2007
L'allègement des prélèvements obligatoires sur la rémunération des heures supplémentaires	nov. 2007
Les prélèvements obligatoires sur la rémunération des agents publics territoriaux	juin 2006
La loi du 13 août 2004 relative à l'assurance-maladie	sept. 2004
Évaluation des avantages en nature : des précisions de la direction de la sécurité sociale	juil. 2003
Cotisations sociales : la réforme de l'évaluation des avantages en nature et des frais professionnels	févr. 2003
Les cotisations et leur assiette	avril 1998
La réforme des cotisations sociales et autres mesures	janv. 1998
La contribution pour le remboursement de la dette sociale	févr. 1996
18.6 RÈGLES COMPTABLES	
Concession d'un logement de fonction et gestion de fait (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	mars 2019
La saisie des rémunérations des agents publics	oct. 2018
Retenue pour absence de service fait et motivation (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	nov. 2015
Envoi tardif des arrêts de maladie : le dispositif applicable	nov. 2014
Répétition de l'indu en matière de rémunération et retrait des actes créateurs de droits (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	juil. 2014
Délais de prescription des rémunérations indûment versées : la circulaire du 11 avril 2013	juil. 2013
Absence de service fait imputable à l'administration et rémunération du fonctionnaire (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2013
Service mal fait et retenue sur traitement (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	déc. 2012
Les nouvelles conditions de reversement des sommes indûment perçues	févr. 2012
Saisie des rémunérations : quelques aménagements législatifs	janv. 2012
La prescription extinctive en matière de rémunération des agents publics (POINT BREF)	nov. 2011
Le contrôle du juge des comptes sur la gestion des personnels	sept. 2010
Les conditions de retrait d'un avantage financier illégal (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	févr. 2010
La saisie des rémunérations des agents territoriaux	sept. 2009
Retenue sur traitement pour faits de grève et périodes de garde des sapeurs-pompiers (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2009
L'absence de service fait dans la FPT	mai 2009
Retenue sur rémunération pour fait de grève et congé annuel (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	sept. 2008
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	juil. 2004
Les nouvelles conditions de retrait des décisions créatrices de droit	juil. 2003
Les conditions de reversement des sommes indûment perçues par les agents publics	janv. 2000
Gestion du personnel et prescription quadriennale	mars 1999
La saisie des rémunérations	nov. 1995

Apprentissage : les décrets d'application de la loi pour choisir son avenir professionnel	févr. 2019
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction publique	oct. 2018
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail (VEILLE JURISPRUDENTIELLE)	août 2018
La mise à disposition dans la FPT	déc. 2017
L'apprentissage dans FPT	nov. 2015
Le dispositif des emplois d'avenir	déc. 2012
Associations transparentes et gestion du personnel : les risques juridiques	oct. 2012
L'intérim dans la FPT : la circulaire du 3 août 2010	oct. 2010
La création des offices publics de l'habitat et la situation des personnels	mai 2007
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
L'entrée en vigueur des contrats aidés	mars 2005
La reprise d'une activité privée par une collectivité territoriale et le maintien des contrats de travail	mars 2005
Le nouveau cadre juridique pour les contrats aidés	févr. 2005
Les dispositions réglementaires relatives au contrat insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA)	mai 2004
La création du contrat insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA)	janv. 2004
Les nouvelles dispositions relatives aux instances paritaires de la FPT	déc. 2003
La représentation des agents de droit privé aux CTP : une décision du Conseil d'État du 10 juillet 2002	août 2002
Le recrutement des adultes relais	janv. 2002
La loi « emplois-jeunes »	oct. 1997

Diffusion :
Direction de l'information
légale et administrative
La Documentation française
<https://www.vie-publique.fr/publications>
ISSN : 1152-5908
CPPAP 1120 B 07382
Imprimé en France

Supplément gratuit au numéro de janvier 2020

